

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2325 - VENDREDI 5 JUIN 2015

CONSULTATIONS POLITIQUES

« Pour nous le dialogue est un passage obligé », déclare Pierre Ngolo

Reçu avec la délégation de son mouvement au dernier jour des consultations politiques lancées par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le 20 mai dernier, le secrétaire général du Parti congolais du travail, Pierre Ngolo, a réitéré la position du PCT sur le changement de la Constitution du 20 janvier 2002.

Pour lui, il n'est pas question d'envisager un quelconque passage en force pour atteindre ce but, mais de convoquer un dialogue national, qu'il présente comme « un passage obligé » en vue de trouver un consensus autour de la question.

Pierre Ngolo a récusé « le radicalisme politique de certains partis politiques », faisant allusion aux forces politiques de l'opposition qui ont rejeté l'initiative du chef de l'Etat s'en prenant aussi aux dirigeants de leurs partis qui y ont répondu favorablement. Dix délégations au total, ont bouclé la série des audiences des consultations présidentielles.

Page 3



Pierre Ngolo, secrétaire général du PCT

VACCIN CONTRE LA POLIOMYÉLITE

Près d'un million d'enfants ciblés lors du premier passage



Jean Philippe Ngakosso administrant le vaccin à un échantillon d'enfants

Lancée officiellement le 4 juin, la campagne de vaccination contre la poliomyélite, couplée à la vitamine A, vise, pour le premier passage : 936.290 enfants âgés de 0 à 5 ans répartis dans tous les départements du Congo. À Brazzaville, le top de cette campagne a été donné par le directeur de Cabinet du ministre de la Santé et de la population. Elle s'inscrit dans le cadre de la stratégie de riposte contre cette maladie à l'origine de 300 cas de paralysie en 2010 pour 200 morts.

« L'immunisation de nos enfants en vue de l'éradication totale de cette maladie invalidante et mortelle doit être poursuivie, car un seul enfant resté infecté par le virus de la poliomyélite constitue un préjudice pour les enfants de tous les pays du monde », a déclaré Jean Philippe Ngakosso qui a précisé que les 2^e et 3^e passages sont prévus pour juillet et septembre prochains.

Page 9

VIE DES PARTIS

L'Upads multiplie les sanctions contre ses cadres



Joseph Kignoumbi Kia Mboungou

Après Ange Édouard Pougui, les instances dirigeantes de l'Union pour le progrès et la démocratie sociale (Upads), ont prononcé, hier, de nouvelles sanctions contre trois autres personnalités de cette formation pour « insubordination ».

Ces derniers, à savoir Joseph Kignoumbi Kia Mboungou, Mboungou Bilong et Clément Mouamba,



Clément Mouamba

ba, suspendus à titre conservatoire, ont, selon le secrétariat de l'Upads, violé la décision de ce principal parti de l'opposition congolaise qui a refusé de prendre part aux consultations sur la vie de la nation et de l'État initiés par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Page 3

TÉLÉPHONIE MOBILE

Démantèlement d'un réseau installé frauduleusement

L'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE), conformément aux missions consistant, entre autres à lutter contre la fraude sur le trafic téléphonique, vient de démanteler un réseau frauduleux qui est en fait le cinquième du genre opérant au Congo.

Page 3

11^{èmes} JEUX AFRICAINS

Le Congo désormais fixé sur ses adversaires au handball

À l'issue du tirage au sort comptant pour les 11^{èmes} Jeux africains de septembre, à Brazzaville, les Diables rouges handball, toutes versions confondues, sont désormais fixés sur leurs adversaires en ce qui concerne le premier tour de la compétition. Logé respectivement dans les groupes C pour les hommes et le groupe B pour les dames, le Congo affrontera Madagascar, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso jugés prenables, mais capables de jouer les trouble-fêtes.

« Ces deux groupes, en hommes comme en dames, sont largement à notre portée. Mais il ne faut pas oublier que toutes les équipes peuvent nous poser problème. Tout dépend donc de la manière dont nous allons nous préparer », a déclaré le président de la Fédération congolaise de handball, Henri Joseph Parra.

Page 24

ÉDITORIAL

Amusant !

Page 2

CONSULTATIONS POLITIQUES

Pierre Ngolo : « Pour nous, le dialogue est une priorité absolue »

La délégation du PCT a été reçue par le chef de l'Etat le 4 juin, au titre des consultations politiques.

Interrogé par la presse, le secrétaire général du Parti congolais du travail, Pierre Ngolo, a déclaré : « Notre option est celle du changement de la constitution. Mais il faut discuter avec les uns et les autres ».

La constitution actuelle, a expliqué le secrétaire général du Parti congolais du travail, vaut d'être changée. « Non par caprice ou encore moins par calcul politicien mais, après une analyse fine et par souci de voir notre démocratie aller de l'avant, se consolider et de voir le

pays se stabiliser dans la paix afin de poursuivre sa marche de construction ».

Le dialogue, a-t-il ajouté, est pour nous un passage obligé. Cette idée de changer la constitution a été également soutenue par plusieurs autres organisations politiques et associations reçues par le Chef de l'Etat comme l'Organisation des femmes du Congo (Ofc), l'Alliance pour la démocratie, le développement économique et social du Congo (Adesco) qui pensent que la nouvelle constitution, une fois mise

en place, devra prendre en compte non seulement les problèmes de la femme mais également bien d'autres aussi. Ce qui n'est pas le cas dans la constitution actuelle. Le régime présidentiel actuel, ajoute l'Adesco concentre trop de pouvoirs au chef de l'Etat.

Le Parti libéral congolais a lui aussi, soutenu la même thèse du changement de la constitution tout en prônant le dialogue avec tous les acteurs politiques.

De son côté, le Front uni des républicains congolais (Furc), de Timothée Mackita, a la démarche du dialogue, il veut que les congolais règlent leurs problèmes

eux-mêmes. Il faut pour cela, a-t-il expliqué, puiser dans nos valeurs ancestrales. Et, au cas où la démarche du dialogue n'aboutirait pas, il faudra aller au référendum. La Synergie et développement de l'Afrique de William Mbongo a, quant à elle déclaré qu'elle accompagnera toute démarche arrêtée par le chef de l'Etat, à la fin de ces consultations.

L'ancien ministre Côme Manckassa a indiqué à la presse qu'il a présenté au chef de l'Etat les principes fondamentaux d'une démocratie fondée sur l'alternance. Il pense qu'un dialogue national est inopportun parce que le Congo

est en paix avec la constitution actuelle.

Le Haut conseil national des sages du Congo conduit par Jean Marie Ewengue s'est abstenu de donner sa position sur le changement ou non de la constitution. Cependant, il a condamné ceux qui n'ont pas répondu à l'appel du chef de l'Etat.

La délégation du Club Perspectives et Réalités, à travers Hydevert Mouagni, a loué l'initiative du chef de l'Etat de convier les forces vives à des consultations. Il a par ailleurs déclaré que par ce fait, les congolais deviennent acteurs de leur propre histoire.

Emile Gankama, Roger Ngombé et Jean-Jacques Koumba

DIPLOMATIE

Tom Malinowski « Le Congo a une opportunité d'avoir une transition pacifique »

Le sous-secrétaire d'Etat américain à la démocratie, aux droits de l'homme et au travail, Tom Malinowski, a évoqué au cours d'un entretien ce mercredi 3 juin avec le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Basile Ikouebe, la question de la situation sécuritaire dans la sous-région, et appelé le gouvernement congolais à préserver les acquis démocratiques du pays.

Le membre du gouvernement américain a indiqué que l'objet de sa mission de travail à Brazzaville vise à évaluer les efforts conjoints que la République du Congo et les Etats-Unis sont en train de déployer dans le cadre de la stabilité et de la paix dans la sous-région Afrique centrale. « Nous avons dit à monsieur le ministre Basile Ikouebe toute notre gratitude sur l'implication et l'investissement du Congo en ce qui concerne la paix, la sécurité et la stabilité dans la région. », a confié le diplomate américain, Tom Malinowski. Le débat portant sur les réformes des institutions de la République du Congo, a été également au menu de cet entretien : « Nous avons aussi évoqué ensemble les efforts que le Congo est en train de mener pour le renforcement des institutions démocratiques, le respect de l'Etat de droit, ainsi que le respect de la constitutionnalité. », a affirmé l'ancien directeur de l'ONG internationale des droits de l'homme « Human Right Watch » à Washington.

Pour Tom Malinowski, les autorités congolaises doivent tout mettre en œuvre en vue de garantir les acquis démocratiques que le pays a conquis après de longues années de turpitudes. « Il y a bien de pays dans la sous-région qui ont vécu l'instabilité par le simple fait qu'il y a eu le non-respect des textes et lois. La République du Congo a eu à bénéficier pendant des années de la stabilité et je pense qu'il a une opportunité d'avoir une transition pacifique et de faire bénéficier cette opportunité au niveau de la sous-région. », a-t-il conclu.

Fiacre Kombo

TÉLÉPHONIE MOBILE

Démantèlement d'un réseau installé frauduleusement

L'Agence de Régulation des Postes et des Communications Electroniques (ARPCE), conformément aux missions, entre autres, de lutter contre la fraude sur le trafic téléphonique vient de démanteler un réseau frauduleux, le cinquième du genre.

Ce réseau de fraudeurs a été démantelé en collaboration avec les services de la Gendarmerie nationale. Elle fait suite à un constat des services techniques de l'ARPCE sur l'exploitation d'un réseau illicitement installé à Brazzaville. Ces réseaux pirates qui s'implantent sans autorisation, détournant le trafic téléphonique font perdre des centaines de millions à l'Etat congolais et aux opérateurs de la téléphonie mobile régulièrement installés. Les investigations menées par les services de Gendarmerie dans cette enquête ont permis la mise aux arrêts des présumés auteurs de ces actes, qui ont été déférés devant le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Brazzaville, le 29 mai dernier.

Selon l'ARPCE, ces réseaux illégaux consistent à transformer des appels internationaux en appels locaux, créant ainsi une confusion et un climat d'insécurité pour les abonnés qui reçoivent ce type d'appels.

A travers ce démantèlement, l'ARPCE poursuit son objectif qui consiste à rendre inopérant les réseaux mafieux, à l'instar des premiers détectés en 2012. Cela grâce à l'acquisition des équipements performants permettant à cet organe de régulation de tracer et de traquer, en temps réel, tout réseau installé illicitement en quelque lieu que ce soit du territoire national.

La Rédaction

UPADS

Kignoumbi Kia Mboungou, Bilong M'Boungou et Clément Mouamba sanctionnés

L'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) a suspendu, à titre conservatoire, Joseph Kignoumbi Kia Mboungou, Bilong M'Boungou et Clément Mouamba. Motif : avoir participé, contre l'avis du parti, aux consultations politiques initiées par le chef de l'Etat Denis Sassou N'Guesso.

Les sanctions contre ces trois personnalités ont été prononcées par le Bureau politique de l'Upads. Joseph Kignoumbi Kia Mboungou, Bilong M'Boungou et Clément Mouamba font partie des cadres de premier plan de l'Upads, parti de l'opposition congolaise.

Le parti leur reproche la violation des textes de base et le non-respect des décisions internes. En effet, « ... Conformément aux articles

90, 93, 99 des statuts et 183, 184, 187 et 192 du règlement intérieur du parti pour motif grave suivant : participation aux consultations sur la vie de la nation et de l'Etat, initiées par la présidence de la République, en violation de la décision de refus d'y prendre part, décision prise après débat et à l'unanimité, le 22 mai 2015, en réunion du secrétariat national, élargie aux membres du bureau politique présents à Brazzaville », a déclaré le secrétaire général chargé des fédérations, Emmanuel Boungouanza.

La suspension de Clément Mouamba, deuxième vice-président du comité d'honneur de l'Upads, intervient quarante et huit heures

après celle du sénateur Ange Édouard Pougui, ancien Premier ministre, membre du bureau politique et du comité d'honneur. Quant aux deux autres membres du Bureau politique de l'Upads, Joseph Kignoumbi Kia Mboungou et Bilong M'Boungou, il leur a été également reproché un fait particulier : « l'appartenance à une formation politique autre que l'Upads dénommée « Chaîne » ».

En rappel, les consultations politiques en cours initiées par le président Denis Sassou N'Guesso visent à recueillir les avis de toutes les forces vives de la nation congolaise sur l'avenir du pays, en attendant un possible dialogue national.

Fiacre Kombo

VIE DES PARTIS

Le PNDC propose la création d'un nouvel espace politique

À la faveur d'un point de presse tenu le 03 juin à Brazzaville, le Parti pour la nouvelle démocratie au Congo (PNDC), du président Paulinsky Martin Bouenissa a proposé la création d'un nouvel espace politique au Congo dénommé « espace politique des indépendants ».

Cet espace, a expliqué l'orateur, tient du fait que l'arène politique est caractérisée aujourd'hui par une bipolarisation dangereuse sans vision idéologique claire et dont la volonté se résume uniquement au désir de conquérir le pouvoir et de s'y maintenir par tous les moyens.

Aucune force intermédiaire pouvant jouer à l'équilibre n'est présente actuellement.

En effet pour ce parti, les forces du centre actuelles sont cataloguées comme faisant la volonté du pouvoir, de même que l'opposition dite modérée. Devant cette impasse, le PNDC, s'inscrivant dans le concert des forces indépendantes, veut avec les autres formations politiques se constituer comme une troisième force qui aiderait à conduire le pays vers une réelle alternance démocratique.

Des enjeux actuels

Pour cette formation, il est vrai que les enjeux actuels sont déterminés par les débats actuels, mais il n'est pas moins important qu'on planche désormais sur la classe politique dont les acteurs sont toujours les mêmes, qui changent de camp en fonction de leurs intérêts.

À cela, estime cette formation, le renouvellement de la classe politique dans l'esprit de l'espace politique des indépendants s'avère salutaire pour les futures batailles politiques sur lesquelles le peuple peut compter désormais.

Jean Jacques Koumba



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DU SECRÉTARIAT NATIONAL DU RASSEMBLEMENT CITOYEN (RC)

Le Secrétariat National du Rassemblement Citoyen (RC) a le triste regret de constater qu'un parti politique, la CADD (Convention pour l'Action, la Démocratie et le Développement) de création récente s'est donné comme logo, le Coq. Ce constat a été fait sur les banderoles déployées dans la ville de Brazzaville par la CADD, au début de cette semaine.

Le Secrétariat National du Rassemblement Citoyen (RC) rappelle à l'opinion nationale que le coq est le logo du RC, depuis la création de ce parti en 1998, comme l'atteste le récépissé délivré par le Ministère de l'Intérieur.

Le Secrétariat National du Rassemblement Citoyen (RC) est convaincu qu'une erreur d'inattention au niveau de l'Administration du Ministère de l'Intérieur a fait que ce parti politique choisisse le coq comme logo. En effet, l'Administration du Ministère de l'Intérieur aurait pu l'informer que le coq est déjà utilisé comme logo par un autre parti, le Rassemblement Citoyen.

Face à cette situation, le Président du Rassemblement Citoyen (RC) a saisi, par courrier du 01 Juin 2015, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, pour demander à la CADD de changer instamment et sans équivoque de logo, afin d'éviter toute confusion dans la vie politique des deux partis.

Dans l'entre-temps, il est demandé aux élus, aux cadres, militants et sympathisants du Rassemblement Citoyen (RC) de garder leur sérénité.

Fait à Brazzaville, le 02 Juin 2015

Pour le BUREAU EXECUTIF NATIONAL

Le Secrétaire National,


Eugène KIMBEMBE



IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Celui qui croit qu'enseigner c'est délivrer un contenu, prend les élèves pour des chèvres et les enseignants pour des gardiens de troupeaux. Enseigner c'est faire en sorte que l'élève sorte de son ignorance, développe son jugement et devienne soi-même. »

Mickaël Panel, professeur des écoles de l'académie de Rouen, Libération, 1er juin 2015

« Les jeunes préfèrent le regard critique au militantisme politique »

Nestor Zanté, sociologue burkinabé, RFI, 31 mai 2015

« La richesse d'un homme n'est pas que seulement l'argent ou les immeubles. La richesse, c'est d'abord l'éthique de la personne. »

Mohamed Ould Noueigued, puissant homme d'affaires mauritanien, African Banker, février-mars-avril 2015

« En articulant toute la vie politique à l'élection d'un président qui n'a jamais de comptes à rendre..., la Ve République enferme l'exercice du pouvoir dans un entre-soi collusif de « professionnels » de la politique. »

Bastien François, Directeur du département de science politique de la Sorbonne, L'Humanité, 27 mars 2015

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact : 05 532 01 09
Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

AFFAIRES FONCIÈRES

Vingt mille hectares cédés pour une exploitation agricole dans la Bouenza

Le ministre, Pierre Mabiala, en charge des Affaires foncières et du domaine public a échangé, le 03 juin à Brazzaville, avec une délégation de la société agricole Tolona, au sujet de la cession de 20.000 hectares de terre.

La délégation des investisseurs conduite par Célestin Tombet Kende, préfet du département de la Bouenza, est venue s'accorder sur des modalités de cession de terre avec le ministre des Affaires foncières et du domaine public.

« Nous sommes ici pour conforter notre partenariat avec l'Etat congolais en négociant la cession des terres afin d'augmenter notre superficie d'exploitation. Le capital est étranger. Il y a des Français, des Espagnols et cent Congolais qui sont employés à ce jour », a indiqué Luis Carmelo De Prado, directeur général de la société Tolona.

Sur cette vaste superficie, la société agricole Tolona a investi un milliard et demi de francs CFA. Elle va développer les cultures de maïs, de la tomate, de haricots et autres, selon la fertilité du sol et leurs ambitions sociétales.

Au terme de deux années, les premières expérimentations d'exploitation du maïs tournent autour de cinq mille tonnes par an. Et, même

une forte main d'œuvre congolaise est employée. À côté du site terrien choisi par la société agricole Tolona, se trouve une ancienne ferme agricole de l'État. Et pour élargir cette superficie, ce consortium s'est vu dans l'obligation de

n'ont pas la documentation certifiée », a reconnu Célestin Tombet Kende.

Au regard de l'actuel tonnage des produits exploités, les Congolais espèrent qu'à l'avenir la multiplication de telles initiatives pourrait



Le ministre Pierre Mabiala s'entretenant avec le préfet Célestin Tombet Kende

contacter le ministère en charge des Affaires foncières.

En outre, selon la nouvelle réorganisation des terres au Congo, ni les préfets ni les propriétaires fonciers reconnus par l'État n'ont pas la possibilité d'octroyer, au moyen d'un quelconque accord, plus de cent hectares à des tiers. À plus de cent hectares, la responsabilité revient au gouvernement de statuer sur les procédures de cession. « Il y a encore ceux qui se disent propriétaires terriens quoiqu'ils

réduire, au bénéfice du pays, les importations des produits agricoles.

« Nous voulons faire l'agriculture industrielle pour nourrir les Congolais de produits issus de leur terre. D'ici peu, nous avons l'ambition d'expérimenter les transformations industrielles de blé, de riz, de haricot. Nous avons commencé déjà avec le maïs », a expliqué le directeur général adjoint de la société Tolona.

Fortuné Ibara

DÉVELOPPEMENT

Près de la moitié de la population congolaise vit encore dans une extrême pauvreté

Le Fonds monétaire international (FMI), qui a clôturé sa revue le 1^{er} juin au Congo, après deux semaines d'évaluation, a dénoncé et déploré ce résultat qui, non seulement compromet la bonne gouvernance économique du pays, mais aussi et surtout ternit l'image du Congo qui aspire à devenir pays émergent à l'horizon 2025.

Faisant le point des résultats de cette énième session d'évaluation de la situation macroéconomique du Congo, la cheffe de mission du FMI, Dalia Hakura, a relevé avec regret que les dernières études menées font état que jusqu'à ce jour, près de la moitié de la population congolaise croupit encore dans une grande pauvreté. Elle a regretté cette défaillance écono-

mique que le Congo peine à corriger, au moment où le pays a affiché, jusqu'en 2014, une bonne et solide croissance économique, avec un produit intérieur brut (PIB) qui a atteint 6,8%.

Même si l'inflation a chuté brutalement, en glissement annuel, de 2,1% au dernier trimestre de l'année 2013, pour s'établir à 0,5 la même période courant 2014, à cause de la baisse des prix de baril sur le marché international, les réserves et les dépôts internationaux du Congo effectués à la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (Beac), restent les plus importants de tous les Etats membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (Cemac). Ces dépôts jugés les plus élevés, d'après toujours le rapport du FMI, représentent 9,5 d'importations prospectives, et 20% du PIB. La dette publique du Congo, poursuit le rapport,

est établie actuellement à 36% du PIB, contre 32% du PIB enregistré en 2013, et 20% du PIB en 2010, peu après l'atteinte par le Congo du point d'achèvement à l'initiative Pays pauvres très endettés (PPTE).

En perspective, le pays affichera une croissance économique globale annuelle avoisinant les 3%, sur la fourchette 2015-2020, avec une production pétrolière qui connaîtra un pic considérable en 2018, après l'entrée en exploitation d'un nouveau gisement.

Avec tous ces atouts macroéconomiques, le Congo devra donc faire de son mieux pour baisser le taux de pauvreté, en créant des emplois, en valorisant le secteur hors pétrole, dans le cadre de la diversification de l'économie.

Firmin Oyé

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org



Une expertise à votre portée

INTITULE DE LA FORMATION

Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et Services)

DUREE

5 jours

PERIODE

1 au 5 juin 2015

Comment prospecter efficacement et gagner de nouveaux clients ?

3 jours

9 au 11 juin 2015

La fiscalité du patrimoine : perfectionnement

3 jours

14 au 18 juin 2015

La satisfaction client et l'exploitation des réclamations

3 jours

23 au 25 juin 2015

* Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

APPELS A CANDIDATURE BGFIBank CONGO

Code : BZV4/05/2015

Afin de répondre à ses objectifs de croissance, BGFIBank Congo leader sur le secteur bancaire, recherche :

Un Comptable de Banque confirmé (H/F)

Mission :

Assurer la fiabilité des imputations comptables, veiller à la comptabilisation des dépenses de la banque conformément aux lois et règlement en vigueur. Etablir les déclarations fiscales, sociales mensuelles et procéder au paiement dans les délais.

Activités et Tâches :

- Etablir les états comptables nécessaires à la comptabilité générale et à la gestion financière afin d'établir les performances financières de la Banque ;
- Réconcilier la comptabilité avec l'outil de gestion, analysez les écarts et les solutionnez ;
- Mettre en œuvre les contrôles et les solutions pour gérer ces écarts ;
- Réviser les comptes, analysez le résultat fiscal social ;
- Participer à l'élaboration des reportings et des synthèses comptables,
- Etablir les déclarations fiscales et sociales ;
- Effectuer le paiement des factures fournisseurs, le suivi des litiges et la justification des comptes;
- Réaliser des arrêtés comptables mensuels et les déclarations des diverses taxes;
- Etablir les états réglementaires et calcul de certains ratios.
- Contrôler la cohérence d'ensemble de tous ces reportings.

Profil recherché :

- De formation supérieure de niveau Bac+4/5 en Comptabilité et Gestion orienté Banque et Finance ;
- Vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 4 minimum, idéalement acquise dans le secteur bancaire et/ou en Cabinet ;
- Vous possédez une expertise technique qui vous permettra d'appréhender rapidement le poste ;
- Vous maîtrisez parfaitement Excel et idéalement Delta Bank ;
- Vous êtes rigoureux et doté d'un sens aigu de l'initiative ;
- Vous possédez les qualités suivantes : autonomie, rigueur, capacité de communication, organisation, discrétion et polyvalence.

Cette offre vous intéresse ? Merci d'envoyer votre CV détaillé ainsi qu'une Lettre de motivation à l'adresse suivante : recrutement.bgfibankcongo@bgfi.com ou sur www.bgfi.com. (Merci d'indiquer en objet le poste pour lequel vous postulez).

VALIDITE DE L'OFFRE JUSQU'AU 05 JUIN 2015

BACONGO

L'association «Les amis de Denis Sassou N'Guesso» offre des tricycles aux populations

Le président d'honneur de cette association, Aimé Bembé, a transmis ce don composé de vélos Kavaki à la population de la zone située aux environs du marché commission, à Bacongo dans le deuxième arrondissement de Brazzaville le 4 juin, à l'occasion d'une rencontre citoyenne à l'espace Zao.

Ce don est composé de cinq vélos tricycles de marque Kavaki, d'une valeur de 1.600.000FCFA chacun, soit un montant total de 8 millions FCFA. Avant de remettre ce don, le président d'honneur de l'association «Les amis de Denis Sassou N'Guesso», a exhorté les populations bénéficiaires, sur les questions de paix et des stratégies à mettre en œuvre pour améliorer leurs conditions de vie.

Développant cette question de paix,



Une des chariots

Aimé Bembé a fait savoir aux populations de Bacongo que la paix est et restera la condition première pour une meilleure existence. Il est pour cela important de la consolider, car sans elle, rien de positif ne peut se

faire. « Nous devons nous unir pour consolider la paix dans le pays, car elle est de beaucoup pour notre existence. Cette paix se consolide aussi quand nous nous soignons bien, quand les

enfants étudient dans les bonnes conditions et quand nous nous nourrissons bien », a indiqué le président d'honneur de cette association. S'agissant des questions de vie de ces populations, Aimé Bembé

a pris l'engagement de les aider à se faire prendre en charge, en finançant leurs petites activités.

Pour les rassurer de son engagement, le président d'honneur de l'association «Les amis de Denis Sassou N'Guesso» a instruit ses collaborateurs de recenser les doléances de ces populations afin de lui permettre de donner le plus rapidement possible la réponse. « J'ai responsabilisé quelqu'un auprès de qui, vous allez déposer vos demandes afin que je tente de donner réponse. Je ne suis pas à mesure de satisfaire les besoins de tout le monde, mais je vais vous donner le peu que j'aurai. Vous allez vous regrouper en coopérative afin de permettre de rentabiliser ce que je vais vous offrir », a-t-il conclu.

Firmin Oyé

MOIS DE L'AMITIÉ 2015

Les chefs de quartier de Ouenzé et Talangai sensibilisés au rôle de la société civile

Dans le cadre du mois de l'amitié, l'Association congolaise d'amitié entre les peuples (ACAP) a organisé, le jeudi 28 mai dans la salle polyvalente de la mairie de Ouenzé, sous la houlette de son président Vital Balla, une conférence-débat axée sur la notion de société civile dans les politiques et pratiques du développement.

L'objectif fondamental était de murir cette réflexion en donnant la possibilité à chacun de s'améliorer. Dans un long exposé présenté devant un large auditoire, le président de l'Association des communautés étrangères au Congo (ACEC) John Raphaël, a parlé de la société civile notamment de l'ensemble des acteurs et des rapports entre ces acteurs qui constituent la trame de la vie sociale, c'est-à-dire, l'aspect privé et économique qui est le marché d'un pays. « La société civile s'oppose à l'Etat et par extension à tout ce qui relève des activités spécialisées de la vie politique d'une nation », a-t-il souligné. L'orateur a présenté cependant plusieurs illustrations passionnantes sur la manière dont les organisations de la société civile mettent de larges canaux d'expression à la disposition du citoyen. Mais aussi les actions communes au sein de la société civile peuvent permettre de créer une identité commune parmi les citoyens d'une même nation.

Le conférencier a affirmé que la société (les associations, groupes d'intérêts, organisations patronales et syndicats), est un pilier essentiel de la démocratie. Elle joue un rôle déterminant dans la naissance des nations modernes. L'Etat ne se limite pas qu'aux institutions publiques.

John Raphaël conclut que la société civile a un rôle important à jouer dans la construction d'une démocratie, une société civile saine peut relier les citoyens à ce que l'on considère fréquemment comme des autorités distantes et anonymes, quel que soit le niveau de gouvernance.

Les débats ont été riches et animés. Ils ont souligné l'importance du thème, à savoir : « Comment la société civile peut-elle être un espoir pour le Congo en voie d'émergence ? ».

Guillaume Ondzé

PRESSE

Le magazine «Capéco Africa» désormais présent dans la zone Céeac

Le journal Capéco Africa, un nouveau magazine spécialisé sur l'information économique, a été présenté le 01 juin à Brazzaville, à la presse nationale.

Ce magazine d'une centaine de page dont la périodicité est bimestrielle traite de plusieurs grands sujets, à savoir: réflexions, analyses, dossiers, enquêtes qui portent sur les investissements et le développement des affaires dans les dix pays membres de la Communauté économique des états de l'Afrique centrale (Céeac).

La une du premier numéro qui couvre la période de mai-juin, a par exemple été consacrée à l'essor des infrastructures au Congo, au développement des grandes banques ainsi qu'à des exclusivités telle que le financement de la secte Boko Haram.

Le magazine bimestriel Capéco Africa à capital privé deviendra mensuel, au fil du temps et a pour siège la ville de Brazzaville (Congo), du fait de son positionnement géographique dans la sous-région. Bien que confronté à la concurrence sur le marché, avec notamment des parutions comme: Jeune Afrique, Banks, African Business et autres, le magazine Capéco Africa qui tire à cinquante mille exemplaires,

promet avoir un bon positionnement. Le prix de vente du magazine est fixé à 3000 francs CFA l'unité. « Il est très important de promouvoir le développement économique de la zone Céeac à l'internationale et de faire connaître les enjeux. Dans chaque parution il sera mis en avant un pays de la sous-région parce que cette partie du continent est moins ou mal médiatisée et cela amoindrit les investisseurs », a expliqué Laurent Taieb, directeur général de la société Interaf Media.

Pour s'attirer plus de lecteurs et par rapport à sa ligne éditoriale, les grands dossiers à publier vont plus s'intéresser à la critique positive et s'accrocher à la déontologie journalistique comme d'autres magazines.

Dans les colonnes de Capéco Africa, la priorité sera donnée à l'action des chefs d'entreprises publiques et privées, aux représentants d'institutions économiques, aux étudiants, au développement des infrastructures, à l'amélioration du climat des affaires, à la croissance écono-

mique et à l'investissement. Et, la perspicacité des articles à publier se traduira sur l'analyse, la critique, le professionnalisme du réseau des pigistes et des informations recueillies auprès des acteurs publics des dix pays de la Céeac.

« En tant que journalistes, nous allons plus jouer notre rôle de force de proposition et de magazine d'opinion », a indiqué Dimitri Friedman, rédacteur en chef de ce canard.

Rappelons que c'est en octobre 1983 que la Céeac a été créée et elle compte dix états (Cameroun, Congo, Guinée Equatoriale, Sao-Tomé et Principe, Gabon, Angola, Burundi, R.D Congo, Centrafrique, Tchad). La zone à une superficie de 6.640.600 km² et une population estimée à plus de 150 millions d'habitants avec une croissance moyenne de 5% sur les cinq dernières années. Elle totalise 120 milliards de dollars d'exportation en 2012 et représente 20% des exportations africaines. Très riches en gisements de classe mondiale : ressources pétrolières, minérales et minières. La zone regorge aussi un important potentiel agricole, forestier, hydraulique et touristique.

Fortuné Ibara



Assurances et Réassurances du Congo

Assurances Individuelles

Assurance Transport

Assurance Multirisques Habitation

Assurance Globale Voyage

Assurance Responsabilité Civile

Assurances Sociales

Assurance Combustion

Assurance Médicale

Assurance Voyage

Assurance Énergie

« Votre sécurité, nous êtes à vos côtés ! »

Agence RCP Avenue des Nations Unies - BP 114 - 240 21 201 21 04 (21 201 11 04)

Agence RAR : 128, Avenue Tzavala - Brazzaville - BP 1 - 240 21 201 46 67 - 04 13 98

Tel : +242 21 201 21 04 - +242 21 201 46 67 - 04 13 98

Email : ar@ar-congo.cg - www.ar-congo.cg

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

APPELS A CANDIDATURE BGFIBank CONGO

Code : BZV3/05/2015

Afin de répondre à ses objectifs de croissance, BGFIBank Congo leader sur le secteur bancaire, recherche :

Un Responsable Sécurité des Systèmes d'Information (H/F)

Mission :

Vous serez chargé de veiller à l'application/la mise en œuvre de la politique de sécurité de la Banque. Vous aurez un rôle stratégique d'information, de conseil et d'alerte de la Direction Générale sur les risques en matière de sécurité.

Activités et Tâches :

- Maintenir, faire évoluer et appliquer la politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI) de la Banque ;
- Sensibiliser l'ensemble des opérationnels à la sécurité, aux risques et aux bonnes pratiques ;
- Etablir et maintenir à jour la cartographie des risques SI de l'entreprise ;
- Participer activement à la mise en place des bonnes pratiques en matière de gestion des données personnelles ;
- Piloter et suivre les audits de sécurité et veiller à l'application des correctifs ;
- Détecter et réagir à un événement de sécurité et piloter le traitement d'incident ;
- Contrôler la bonne application par les équipes de la politique et des règles de sécurité SI.

Profil recherché :

- De formation supérieure de type BAC+4/5 dans les métiers de l'Informatique, idéalement dans le même ;
- Vous avez une expérience probante en définition et mise en œuvre de politiques et directives de sécurité ;
- Vous avez une connaissance du fonctionnement et la mise en œuvre des outils de sécurité constituant l'architecture d'un SI : Firewall, Proxy, VPN, SIEM ;
- Vous avez des connaissances pointues sur les réseaux, systèmes et la sécurité des systèmes d'information ;
- Vous justifiez d'expériences significatives et réussies dans la conduite de projets dans de grandes organisations ;
- Vous avez un bon niveau d'anglais (niveau intermédiaire) ;
- Réactif et autonome, vous possédez des capacités à animer et à coordonner des projets techniques ;
- Pédagogue, vous aimez travailler en mode transversal ;
- Bonne capacité d'anticipation ainsi qu'un bon relationnel

Cette offre vous intéresse ? Merci d'envoyer votre CV détaillé ainsi qu'une Lettre de motivation à l'adresse suivante : recrutement.bgfibankcongo@bgfi.com ou sur www.bgfi.com. (Merci d'indiquer en objet le poste pour lequel vous postulez).

VALIDITE DE L'OFFRE JUSQU'AU 05 JUIN 2015

PLATEAUX- SANTÉ

Lancement officiel à Djambala de la campagne de vaccination contre la poliomyélite

Le Préfet du département des Plateaux, Edgard Philippe Diafouka Bambelat a lancé jeudi 4 Juin 2015 à Djambala la campagne de vaccination contre la poliomyélite.

Cette campagne concerne les enfants âgés de 0 à 5 ans et vise l'éradication totale de cette pandémie à travers le département des Plateaux en particulier et tout le territoire national en général.

Le Préfet Diafouka Bambelat a appelé tous les parents de son département de faire vacciner et protéger leurs enfants contre la poliomyélite. « C'est un devoir pour nous parents de préserver nos enfants contre cette maladie que nous pouvons pourtant éviter. Il faille que nous les administratifs puissions apporter la bonne nouvelle dans les foyers, dans les parcelles et dans les villages pour que les autres sachent qu'il est bon d'amener les enfants à la vaccination ».

Pour sa part, le directeur départemental de la santé des plateaux, le médecin-colonel Jean Claude Moboussé a dit que « l'importance de cette vaccination est de protéger nos enfants contre la poliomyélite qui a beaucoup de risque ». IL a en outre indiqué que « le Congo n'a pas encore atteint le taux de couverture vaccinale souhaité par le gouvernement ».

Un échantillon d'une vingtaine d'enfant a été officiellement vacciné au centre de santé intégré (SCI) de Djambala en présence des représentants de l'OMS, de l'UNICEF et des délégués du ministère de la Santé et de la population. Cette campagne prend fin le 5 juin 2015.

Source : ACI

POLIOMYÉLITE

936. 290 enfants ciblés pour le premier passage de vaccination

Le directeur de cabinet du ministre de la Santé et de la Population, Jean Philippe Ngakosso a lancé officiellement le 4 juin, la campagne nationale de lutte contre la poliovirus sauvage au Centre de santé intégré de Moukondo.

Ce lancement marque le premier passage de vaccination contre la poliomyélite couplé à la vitamine A jusqu'au 7 juin, sur l'ensemble du territoire national. Il vise à vacciner 936.290 enfants de zéro à 5 ans contre cette maladie.

Les équipes de vaccination se déploieront de ménage en ménage, dans les établissements scolaires et les marchés pour vacciner les enfants. Toutefois dans les zones d'accès difficiles les mesures ont été prises pour le déploiement des équipes mobiles. D'après le calendrier prévu par le gouvernement et ses partenaires, le deuxième passage interviendra du 23 au 28 juillet et le troisième du 24 au 27 septembre 2015.

La cérémonie s'est déroulée en présence des chefs d'Agence du système des Nations Unies, par l'intermédiaire du représentant de l'Unicef au Congo,

Aloys Kamuragiyé, des administrateurs maires des arrondissements dont celui de Moundali, Pierre Malanda. Des allocutions ont été prononcées avant de procéder à la vaccination d'un échantillon d'enfants, le tout ponctué par des intermèdes musicales.

D'après le représentant de l'Unicef, Aloys Kamuragiyé, pour maintenir le statut de pays libre de la circulation du poliovirus sauvage, le groupe consultatif technique sur l'éradication de la poliomyélite en Afrique centrale a émis la recommandation d'organiser en 2015, trois passages de vaccination contre la polio dans les pays à risque.

Le Congo est voisin à d'autres pays où circule le poliovirus sauvage, rappelle-t-on. Le dernier cas de poliomyélite a été enregistré en janvier 2011. C'est pourquoi les autorités ne cessent de multiplier les stratégies visant à éradiquer la maladie.

Parmi ces stratégies, figurent l'organisation des journées nationales de vaccination synchronisées et de qualité, l'organisation immédiate et sans délai d'une riposte de qualité face à toute détection du poliovirus et le renfor-

cement de la surveillance active des cas de paralysies flasques aiguës afin de détecter précocement tout cas de polio.

Le directeur du cabinet du ministre de la Santé, Jean Philippe Ngakosso a rappelé qu'en 2010, le Congo a enregistré plus de 300 personnes paralytiques et 200 morts. « L'immunisation de nos enfants en vue de l'éradication totale de cette maladie invalidante et mortelle doit être poursuivie car, comme le déclare l'Organisation mondiale de la santé, dès qu'un seul enfant restera infecté par le virus de la poliomyélite dans le monde, les enfants de tous pays risqueront de contacter la maladie » a-t-il indiqué.

En 2012 et 2014, poursuit-il, le gouvernement avait introduit les vaccins contre la pneumonie sévère et les diarrhées à rota virus. Il prévoit pour cette année, un vaccin anti-poliomyélite inactivé injectable et une deuxième dose de vaccin contre la rougeole.

Jean Philippe Ngakosso a conclu ses propos en invitant la population à se mobiliser pour la campagne de vaccination contre la poliomyélite couplé à la vitamine A.

Lydie Gisèle Oka

PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE

Des soins de santé gratuits pour la population de Pointe-Noire à partir du 06 juin 2015

Rendre accessibles les soins de santé aux populations vulnérables, tel est le mobile du programme de santé communautaire qui commence le 6 juin 2015 à Pointe-Noire. Initié par le député Denis Christel Sassou Nguesso, en partenariat avec le ministère de la Santé et de la population, ce programme, s'étendra sur l'ensemble du territoire congolais.

Le gouvernement s'emploie à offrir aux Congolais les soins de santé nécessaires : la construction et la réhabilitation des infrastructures, l'acquisition des équipements, des médicaments et d'autres intrants sans oublier la mise en œuvre de diverses mesures de gratuité sont visibles. Mais, cette offre de santé reste encore insuffisante.

Ce constat a conduit le député Denis Christel Sassou Nguesso à mettre en place ledit programme caractérisé par l'administration gratuite des soins de santé aux populations vulnérables congolaises. C'est un hôpital mobile, une « caravane sanitaire », qui ira à la rencontre de la population ciblée dans les différentes contrées du pays, afin d'y administrer des soins efficaces.

Modeste contribution d'un élu du peuple
Pour Denis Christel Sassou Nguesso, ce programme de santé communautaire est une contribution - modeste soit-elle - d'un



élu du peuple, aux efforts de l'Etat dans un domaine qui touche toutes les couches sociales du pays. Parce que le mandat du député est national, il ne peut pas se contenter de mener des actions que dans sa circonscription électorale.

De par sa durée et la diversité des soins de santé qu'il compte apporter, ce programme est le premier du genre au Congo. Il se fixe pour objectif d'apporter, gratuitement et de façon ponctuelle, des soins de « qualité », notamment aux populations vulnérables. Il s'agit, en réalité, d'accompagner l'action louable du gouvernement.

La ville de Ouesso dans la Sangha, au nord du pays, sera la prochaine étape de cette caravane des soins de proximité, aussi bien préventifs que curatifs.

Quatre sites pour des soins de santé diversifiés

Dans la ville de Pointe-Noire qui en servira de rampe de lancement, ce programme s'exécutera, pendant un mois environ, selon l'affluence, sur quatre sites, dont deux à l'hôpital général de Loandjili ; lequel est le point de départ de la caravane.

Ainsi, Loandjili 1 est réservé à la prise en charge des spécialités comme les Analyses biologiques ; l'imagerie médicale et l'IRM, la Chirurgie Ophtalmologique, la Stomatologie, l'Anesthésie et la réanimation, les consultations pédiatriques, la médecine interne et la cardiologie. A Loandjili 2, seront reçus les cas de Chirurgie bucco-maxillo-faciale ainsi que d'Anesthésie et Réanimation. L'hôpital général Adolphe Sicé recevra les différents cas de chirurgies (pédiatrique, ORL, gynécologique), d'anesthésie et Réanimation, des consultations pédiatriques, de médecine interne et de cardiologie. Le dernier site, l'hôpital de base de Tié-Tié, est réservé à la chirurgie générale, l'anesthésie

et la réanimation, aux consultations pédiatriques, à la médecine interne et à la cardiologie.

La constance

A travers cette action d'intérêt national, l'honorable Denis Christel Sassou Nguesso affiche sa constance dans la mise en œuvre des actions de nature sociale, car cette campagne des soins de santé aux personnes vulnérables n'est pas la première. Il a déjà, antérieurement, mené plusieurs activités sur le terrain dans ce cadre. Allusion faite aux campagnes de dépistage du cancer du col de l'utérus, de vaccination des jeunes filles contre le cancer du col de l'utérus, des soins divers et de vaccination à Oyo, sans oublier des dons de matériel sanitaire, l'organisation du 6ème symposium de carcinologie à Dolisie et de la 1ère journée médicale et pédagogique. Il a également offert des dons d'ambulances aux hôpitaux du département de la Bouenza.

En somme, la « Caravane de santé » qui va se dérouler dans les principales villes et localités, du sud au nord du Congo, constitue un nouveau palier des actions que l'honorable Denis Christel Sassou Nguesso envisage en faveur de la santé de ses compatriotes. Il apporte ainsi à sa manière la pierre à la promotion de la politique de santé du président de la République.

BEYROUTH, votre nouvelle destination de rêve!



Entre Brazzaville et Beyrouth, il y a ECAir

BRAZZAVILLE – BEYROUTH

2 VOLS DIRECTS / SEMAINE

À PARTIR DE

560.000 FCFA^{TTC*}

*Offre soumise à conditions

 **ECAir**
Equatorial Congo Airlines

www.flyecair.com

Tél: + 242 06 509 05 25

Suivez nous sur  

en partenariat avec  **TAC**
TRANS AIR CONGO

Regards congolais sur l'Exposition universelle de Milan

Trois ministres congolais présents à Milan portent trois regards croisés sur l'Expo-2015.

Le Congo a brillé des mille feux à l'Exposition universelle de Milan le 30 mai. C'était sa « National Day », journée consacrée à chaque pays participant à ce grand carrefour des expositions, des savoirs, des projets et des affaires : une vitrine mondiale déjà fréquentée par près de trois millions de visiteurs en seulement 33 jours d'ouvertures ! Ses artistes, son stand et ses sept ministres présents ont dit aux Italiens ce qu'est le Congo et ce qu'il entend faire dans la voie de son développement, priorité retenue par ses plus hauts dirigeants. Alors, au-delà du formalisme d'une participation qui peut aller de soi tout comme pour les 147 autres pays animant pavillons ou stands, qu'est-ce que le Congo est venu dire et montrer à Milan ?

Isidore Mvouba, ministre d'État du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé.

« L'Expo est une vitrine saine de la coopération entre pays. Nous, qu'est-ce que nous y apportons ? Notre manière de voir et de faire, et notre volonté de mieux faire. Le monde à nourrir, c'est aussi la volonté commune de ceux qui savent et de ceux qui peuvent pour faire avancer la planète. Ici, nous découvrons et nous montrons. Notre pays, comme je l'ai dit ce matin, c'est 10 millions d'hectares cultivables dont 2% seulement sont mis en valeur. La coopération italienne se voit là offrir une opportunité qui est déjà en marche. Vous savez que le Premier ministre Renzi a rendu visite à notre pays en juillet dernier, qu'il a eu de fructueux entretiens avec le président Denis Sassou N'Guesso. Le président est revenu ici le 1er mai, à l'ouverture de cette Exposition universelle. Il s'agit de renforcer cette entente. Il s'agit de tout mettre en œuvre pour nourrir la planète. Vous savez que le Congo est déjà auto-suffisant en manioc, il l'est aussi en maïs. Et il est en passe de l'être dans d'autres domaines essentiels où les résultats sont encourageants. Comme vous le savez, l'indépendance est aussi dans la sécurité alimentaire ».

Dépêches de Brazzaville : Nourrir la planète, mais peut-être nourrir le Congo d'abord, non ? Le Congolais moyen sait-il toujours les efforts du gouvernement pour l'autosuffisance alimentaire ?

« Vous avez raison, bien des réalisations ne sont pas toujours connues de notre peuple, qui croit que notre survie est dans l'importation continue des denrées et autres biens de consommation courante. Mais notre venue à l'Expo apporte de la visibilité à cette action qui, en retour, reviendra au Congo sous forme, je l'ai dit, d'un partenariat gagnant-gagnant pouvant bénéficier à tous les Congolais ».

Adelaïde Mougany, ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat.

« Quand on regarde les résultats aujourd'hui sur le manioc par exemple, cela nous incite à aller résolument de l'avant. Le thème de l'Exposition universelle (« Nourrir la planète, énergie pour la vie », Ndlr), nous concerne directement, nous, pays en développement. Nourrir la planète, c'est engager l'agriculture. Quand vous voyez la place que nous donnons à l'agriculture dans cet événement, vous ne pouvez que convenir de notre volonté de venir voir ici ce que les autres ont fait et continuent de faire dans un domaine aussi capital pour que nous aussi nous fassions mieux ; que nous créions des PME qui s'inspireront des succès des autres. Il s'agit d'avancer à partir de ce que les autres ont fait ; pas de réinventer la roue. On se sert de ce que les autres ont déjà réalisé pour en tirer le meilleur parti possible. Vous avez vu ce qu'on peut obtenir avec le manioc (sodas, diverses déclinaisons de farines et même un pain de manioc « révolutionnaire », Ndlr), allez voir dans notre stand. Vous m'en direz des nouvelles ! »

Claudine Munari, ministre du Commerce et Approvisionnements.

« Triomphante, moi ? Non. Je suis seulement heureuse que notre pays ait pu prendre part à cette Exposition universelle. C'était pour nous l'occasion rêvée pour un échange d'information parce que, vous savez, là où des hommes et des femmes se retrouvent, l'information circule et on apprend beaucoup des autres. Cela permet aussi à la population italienne de mieux connaître notre pays pour voir qu'il y a beaucoup à faire chez nous ; de les attirer pour venir investir chez nous. L'Expo de Milan participe aussi des très bonnes relations entre nos deux pays, et entre nos plus hauts dirigeants. Vous savez que le président du conseil (Premier ministre Matteo Renzi, Ndlr) a déjà fait un tour chez nous. La pyramide commence par le haut et ça redescend vers la base ; c'est une manière d'aborder les choses. Quand les autorités sont en communion comme c'est le cas, la confiance s'établit, les portes s'ouvrent et les perspectives de développement deviennent bien réelles. Donc, l'Expo pour le Congo, c'est une opportunité. Il n'y a pas de doute là-dessus ».

Lucien Mpama, Envoyé spécial à Milan

AFFAIRES

L'Afrique compte désormais sur son réseau des infrastructures lancé par les plus grands PDG du monde

Les plus grands présidents directeurs généraux du monde ont lancé le mardi 2 juin, au Cap, en Afrique du Sud, un réseau d'affaires continental (Continental Business Network, CBN), afin d'accélérer les investissements du secteur privé de haut niveau dans les infrastructures régionales d'Afrique. C'était en marge du Forum économique mondial.

D'après un communiqué d'African press organization (APO), le lancement de ce réseau est une suite obligatoire et correspond à la mise en œuvre des recommandations formulées lors du sommet de Dakar sur le financement voulu par Macky Sall, président du Sénégal.

À l'occasion de cette opération, le secrétaire exécutif de l'Agence du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), Ibrahim Mayaki, a rappelé que le CBN a été approuvé par le Comité d'orientation des chefs d'État et de gouvernement du Nepad (HSGOC) en juin 2014. Depuis lors, a-t-il ajouté, cette structure apporte une réponse directe afin de faciliter les conseils et le leadership du secteur privé dans les projets d'infrastructures essentiels du Nepad et de l'Afrique.

« Nous passons actuellement

d'une approche exclusivement publique à une approche mixte publique-privée concernant la mise en œuvre des infrastructures régionales africaines. Cette nouvelle culture sera encadrée par les instruments qu'offrira le CBN », a déclaré Ibrahim Mayaki. Pour ce faire, il a invité le secteur privé à prendre en main l'avenir du développement des infrastructures régionales.

Pour sa part, l'ambassadeur du Sénégal en Afrique du Sud, Momar Diop, a fait observer que le CBN est le pilier qui manquait pour résoudre ces problèmes liés aux infrastructures en Afrique. Cette remarque a été maintes fois faite lors du sommet de Dakar. En effet durant les assises de la capitale sénégalaise, il avait été souligné que le manque de capacité et de fonds dans la préparation des projets et l'implication insuffisante du secteur privé sont les principaux freins à la mise en œuvre des infrastructures régionales africaines.

« L'Afrique ne pourra réussir que si tous les acteurs du secteur public et du secteur privé unissent leurs efforts », a affirmé quant à lui, le commissaire à l'infrastructure et à l'énergie de l'UA, Elham Mahmoud Ahmed Ibrahim.

Le lancement du réseau d'affaires continental s'est déroulé à l'Agence du Népad en présence d'un échantillon représentatif des dirigeants du secteur privé. L'occasion leur a permis de proposer des recommandations aux chefs d'États africains concernant les approches et les étapes pratiques nécessaires pour améliorer le climat d'investissement dans les infrastructures de l'Afrique pour les projets d'investissement dans les infrastructures transfrontalières et autres du continent.

Notons que le CBN est une plateforme exclusive de conseils en investissements dans les infrastructures destinée aux chefs d'États africains. Il propose un engagement et un leadership éclairé au sujet de différentes questions stratégiques comme la politique, l'évaluation des risques d'investissement. S'y ajoutent la structuration des projets et plus particulièrement les contraintes existantes quant à la mise en œuvre du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA). Le réseau regroupe les principales entreprises et institutions financières d'Afrique et du monde ainsi que des organisations régionales et internationales.

Nestor N'Gampoula

NIGERIA

Le président Muhammadu Buhari effectue sa première visite internationale au Niger

Le président Nigerian, Muhammadu Buhari a réservé sa première visite régionale à son homologue nigérien, Mahamadou Issoufou. Il s'est rendu le 3 juin pour une visite d'État de 48 heures où il échangera avec le voisin sur les questions de sécurité, notamment la lutte contre Boko Haram qui sévit le long des frontières sépa-

rant les deux pays. Muhammadu Buhari et Mahamadou Issoufou ont eu une première rencontre en tête-à-tête le 3 juin, au cours de laquelle a été évoquée la coopération bilatérale, notamment l'opérationnalisation de la force mixte multinationale pour lutter contre Boko Haram.

Le président nigérien a re-

mercié le peuple nigérien pour son appui dans la lutte contre le groupe islamiste Boko Haram. Il a réaffirmé la disponibilité d'Abuja à œuvrer aux côtés de Niamey, à travers des patrouilles mixtes, en vue de mettre fin à l'insécurité de part et d'autre des frontières communes.

Noël Ndong

Groupe M

Recodis

Cabinet conseil et d'étude en sécurité

Tél : 06 602 15 68

E.mail : jacqueshemsson@yahoo.fr

Vous qui souhaitez mettre en vente un véhicule, un terrain ou tout autre bien.

Vous qui voulez percevoir de l'argent rapidement sans tracasseries et en toute anonymat, venez-vous faire enregistrer ;

Donnez les caractéristiques de votre bien et nous nous chargerons de vous mettre en contact avec des potentiels acheteurs.

Vous qui souhaitez vendre un bien rapidement à un prix raisonnable, vous qui recherchez un bien à un montant raisonnable, contacter nous et passez nous votre commande grâce à notre base de données et nous nous chargerons de trouver pour vous ce dont vous avez besoin.

Banque Congolaise de L'Habitat



Ouverture de votre
Agence BCH Moungali

Croisement Avenue de la Paix / Rue Lekana Brazzaville

Agence ouverte de 8H00 à 16H00

Distributeur Automatique de Billets
disponible 24h/24



 www.bch.cg

Un vrai partenaire

Total E& P Congo poursuit son soutien au Samusocial Pointe-Noire

Ce jeudi 21 mai 2015, s'est déroulée au siège de Total E&P Congo la cérémonie de signature de la convention de partenariat en matière de développement médico-social entre le Samusocial Pointe-Noire, représenté par Roland Bouiti Viaudo, son président du Conseil d'administration, et Pierre Jessua, directeur général de Total E&P Congo, et ce, en présence du Consul de France : Jean Luc DELVERT et du Directeur Départemental des Hydrocarbures : Jean Blaise POATY KIBASSA.

Dans le cadre des engagements sociétaux de Total E&P Congo, l'amélioration des conditions de vie des populations vivant autour de ses installations constituent l'un de ses axes majeurs d'intervention. C'est pourquoi, Total E&P Congo s'est engagé depuis 2006 auprès du Samusocial Pointe-Noire, en soutenant ses actions de proximité, ayant pour objectif d'améliorer les conditions de vie des enfants et jeunes en situation de rue.

Cette année, à travers cette convention, Total E&P Congo renouvelle son appui au Samu Social Pointe-Noire, pour une durée de trois ans, en s'engageant à subventionner des actions visant à la formation et la rémunération du personnel socio-médical, la prise en charge socio-médicale des enfants en situation de rupture sociale et familiale, l'acquisition d'équipements médicaux, la réalisation d'actions de sensibilisation, etc. « Par la signature de cette nouvelle convention avec le Samuso-

cial Pointe-Noire, Total E&P Congo concrétise son engagement dans la lutte contre les situations de pauvreté extrême et pour les droits des enfants et des jeunes marginalisés » a dit Pierre Jessua.



Photo de famille après la signature de la convention Total-Samusocial

Roland Bouiti-Viaudo, quant à lui a déclaré dans son discours : « Depuis sa création en 2006, le Samusocial a reçu un appui financier de Total E&P Congo. En 2011, le partenariat s'était renforcé avec la signature d'une convention de trois ans. Aujourd'hui, nous signons une nouvelle convention pour une durée de trois ans. Ce partenariat, j'en suis sûr va permettre au Samusocial de poursuivre son action en faveur des enfants et jeunes de la rue de Pointe-Noire et à répondre à leur besoin grandissant. Au nom du Samusocial Pointe-Noire

et surtout des enfants en situation d'exclusion et précaire que nous accompagnons, je tiens à remercier chaleureusement les dirigeants de Total E&P Congo et monsieur le directeur général de la confiance

qu'ils continuent à nous accorder à travers cette subvention. Le Samusocial continue à utiliser ces fonds avec la transparence et le professionnalisme dont il a toujours fait preuve ». Signalons que les équipes opérationnelles du Samusocial Pointe-Noire composées de médecins, infirmiers, travailleurs sociaux, psychologues sillonnent les rues de Pointe-Noire de jour comme de nuit pour aller à la rencontre des enfants de rues, évaluer leur situation médico psycho-sociale, dispenser les premiers soins et réaliser les entretiens

sociaux. En 2010, le Samusocial a ouvert son centre d'hébergement d'urgence accueillant pour des séjours de courte ou moyenne durée des enfants de rues dont l'état sanitaire et psychologique nécessite

des soins d'urgence ou une convalescence. Ce centre dispose aujourd'hui de 24 places et également pour mission de stabiliser les enfants, première étape avant une réinsertion sociale ou familiale. Depuis de nombreuses années, Total E&P Congo s'investit dans la ville de Pointe-Noire dans les différents projets dans l'éducation, le développement socio-culturel et économique, la santé et la solidarité. Dans ces projets, la jeunesse et les enfants démunis ont toujours été au centre de ses préoccupations.



AIRFRANCE 
FRANCE IS IN THE AIR

AU DÉPART DE BRAZZAVILLE

PARIS

À PARTIR DE

509 400 FCFA TTC A/R

AIRFRANCE KLM

WWW.AIRFRANCE.CG

Tarif aller/retour, achat au minimum 3 jours en avance, toutes taxes comprises et hors frais de service en date du 28/05/2015. Envolez-vous jusqu'au 27/06/2015 pour un séjour de 7 jours à 1 mois. Offre soumise à conditions et modifiable sans préavis. Renseignez-vous auprès d'Air France au 05 531 21 51 ou 22 281 27 19, de votre agence de voyages ou sur www.airfrance.cg

BANGUI

L'ONU ouvre une enquête sur les viols présumés sur les enfants

Le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a annoncé ce 3 juin qu'une enquête externe indépendante permettra de faire la lumière sur les abus sexuels commis par les soldats français et les autres contingents sur les mineurs en Centrafrique. Entre temps, la procédure diligentée en France au sujet des quatorze soldats français de l'opération Sangaris continue de suivre son cours. Les autorités françaises se sont engagées à punir les responsables si les faits sont avérés. Le ministère français en charge de la Défense évoquait même des faits qui seraient « une atteinte intolérable aux valeurs du soldat ». Il assurait avoir pris « toutes les mesures nécessaires pour permettre la manifestation de la vérité » sur ce dossier.

Du côté des Nations unies, le porte-parole de Ban Ki-moon, a indiqué que l'ONU « annoncera dans les jours qui suivent à qui elle entend confier cette enquête ». En effet, dans cette affaire dont sont cités des militaires français, tchadiens, équato-guinéens et bien d'autres contingents soupçonnés, l'image et la crédibilité des opérations étrangères engagées sur le terrain centrafricain. La mission des Nations unies en RCA (Minusca), soupçonnée d'avoir voulu cacher l'information avait annoncé le 29 avril l'ouverture d'une enquête interne. « Cela n'a pas été géré comme le secrétaire général l'aurait voulu », a reconnu mercredi Stéphane Dujarric.

Mais l'ONU insiste par ailleurs sur l'importance de pérenniser la présence onusienne sur place, car « le rôle joué par les forces internationales dans l'arrêt des combats et des massacres sectaires les plus graves en République centrafricaine, est inestimable et leur présence a incontestablement sauvé un très grand nombre de vies », avait défendu le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein.

Fiacre Kombo

la Minusca renforce sa présence et ses opérations à l'ouest et au nord-ouest du pays

Lors d'un point de presse tenu ce 3 juin, le porte-parole militaire de la mission onusienne en Centrafrique, Adolphe Manirakiza, a annoncé les déploiements des Casques bleus à Baboua, Markounda, Gamboula, Carnot et Gadzi.

Cette montée en puissance des forces internationales dans cette partie du pays, explique l'officier onusien, est liée à la recrudescence des actes de violence commis par certains groupes armés. « Et la Minusca a décidé de renforcer le secteur par des opérations et patrouilles régulières pour protéger la population », a dit Adolphe Manirakiza. Lors des opérations menées dans la ville de Paoua, la Minusca a réussi à mettre la main sur les présumés auteurs de meurtre d'une femme, c'était le 30 mai dernier. « L'intervention rapide des forces de la Minusca a permis d'appréhender les trois suspects et de les conduire à la gendarmerie pour des interrogatoires », a-t-il dit.

Adolphe Manirakiza est revenu sur l'insécurité persistante sur l'axe Garoua-boulai. Des groupes armés ne cessent de perturber les activités commerciales en tendant des embuscades sur la route principale n°2. La dégradation avancée des routes est un obstacle à la bonne marche des opérations et des patrouilles de la Minusca. Le porte-parole militaire de cette structure a fait savoir que le service de génie militaire est entrain de réhabiliter certains axes. « Les travaux avancent à 81% », rassure Manirakiza.

Plusieurs cas de violences ont été enregistrés ces derniers temps, dans les régions nord-ouest et ouest de la RCA. Une situation qui entraîne le déplacement des habitants des villages et communes vers les centres villes.

BOUAR

Les leaders Anti-balaka sensibilisent leur base sur les conclusions du Forum de Bangui

La justice et la réconciliation sont les points abordés par le responsable des Anti-Balaka de la préfecture de la Nana Mambéré qui a participé au Forum de Bangui. Une réunion y relative s'est tenue le weekend dernier à Bouar. « Le travail des Anti-Balaka est terminé. Il est important que la justice fasse son travail. Car nul n'est au-dessus de la loi. Toute personne auteur du vol, braquage, escroquerie et autres désordres répondra à son propre nom devant la justice », a indiqué Sylvain Adamou Zalé coordonnateur des Anti-Balaka de Bouar.

Il a instruit ses combattants en leur interdisant le port illégal de tenue militaire, des armes, de grenades. « Tous les Anti-balaka doivent attendre le processus du Désarmement démobilisation rapatriement et réintégration (DDRR) », a-t-il précisé.

Le commandant des Anti-Balaka de la commune d'Abba s'inquiète de l'insécurité persistante dans sa région. Il pointe du doigt accusateur des peulhs armés. « L'insécurité deviendra grandissante dans le secteur, nous demandons le déploiement des FACA et de la force onusienne pour garantir la sécurité de la population », a dit le commandant de la zone d'Abba. Cette réunion de restitution s'est tenue en présence du Procureur de la République, Tuberce Bilongo.

Le collectif des retraités réclament le paiement de pension du 1er trimestre 2015

Plus de trois cents retraités et veuves ont manifesté le 3 juin devant la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) pour réclamer le paiement de leur arriéré du 1er trimestre 2015. La circulation a été temporairement perturbée. La voie a été libérée après une réunion tenue dans le bureau du directeur par intérim de la CNSS avec les délégués des retraités, veuves et orphelins.

Assis au sol, feuilles du palmier en main, c'est par des sifflements et cris que les retraités et veuves ont manifesté pour réclamer la bonne gestion dans le paiement de leur pension. La police Centrafricaine a cadré le périmètre empêchant tout autre désordre. Alphonse Déké, l'un des retraités grévistes témoigne que les contrôles ont été effectués afin de payer l'arriéré de pension du 1er trimestre 2015. Cela a demeuré sans suite favorable. La promesse

ne sera plus au rendez-vous car, tous les manifestants veulent une solution rapide.


« Les cas d'omissions ne sont pas payés, les veuves et les orphelins aussi, nous sommes là afin que la CNSS trouve une réponse rapide et adéquate à nos revendications. C'est depuis le 15 Mai qu'on nous a promis le paiement de la pension, chose qui n'est pas faite », a-t-il déclaré. Les délégués des différents groupes ont affirmé au RJDH qu'ils ont mené plusieurs fois les démarches auprès des responsables de la CNSS, d'autres personnes ont été payées mais le reste des dossiers est à la vérification.

En absence du directeur de la CNSS, Gaston Koihou, directeur des services administratifs et du personnel, qui assure l'intérim a convoqué les délégués et les représentants des manifestants pour leur expliquer la raison du

retard dans le paiement de la pension. « Il y a des gens qui sont payés d'une manière frauduleuse parce qu'ils ne sont pas des retraités. Il y a bien d'autres dossiers qui ont été pris en compte alors qu'ils ne devaient pas l'être. Nous avons découvert aussi des montants qui ont été payés à la hausse. Nous sommes entrain de faire face à un tas de désordre », a expliqué Gaston Koihou.

Après vérification, certains retraités et veuves ont été payés les lundi et mardi. « Nous continuerons de faire le travail de vérification et saisir les bonnes listes. Nous allons payer pour que le calme revienne », a promis Gaston Koihou. L'avenue Barthelemy Boganda a été libérée après la rencontre convoquée par le directeur par intérim de la CNSS.

Source : Réseau des journalistes centrafricains pour les Droits de l'Homme



PERSPECTIVES D'AVENIR
FONDATION
UNE JEUNESSE QUALIFIEE POUR UN CONGO EN MARCHÉ


BOURSES D'ETUDE

Denis Christel SASSOU NGUESSO


Destinées aux élèves et étudiants issus de groupes ou de milieux défavorisés

Etudiants
Bac+2
Bac+3


Bacheliers
2015



Je suis étudiant



Je suis bachelière



Retrait et dépôt
des dossiers de candidature
avant le
31 juillet 2015

Pour plus d'informations, nous contacter

4ème étage, Immeuble Yoka Bernard, Rond-point de la coupole
Téléphone: +242 222 81 20 20
E-mail: info@perspectivesavenir.org
www.facebook.com/FondationPerspectivesAvenir

www.perspectivesavenir.org

blédina

Le lait de croissance des petits futés.

- Comme moi!

Blédilait Croissance au Combifer

MET TOUT

PREFABS

Qualité et développement Durable !

- Logements pratiques prêts à l'emploi*
- Bâtiments en acier léger galvanisé*
- Bâtiments à systèmes modulaires*
- Bâtiments en acier structurel*
- Cabines Mobilier urbain*
- Bâtiment préfabriqués*
- Bâtiments écologiques*
- Conteneurs de vie*
- Stations Services*
- Sanitaires*
- Hangars*

Pointe-Noire Centre Ville - Avenue de Kimkambo (en diagonale de Servtec)

Tel : 06 9999 666 - 06 947 22 22

TIMCO

EXPLOITATION FORESTIERE TRAVAUX PUBLICS MENUISERIE INDUSTRIELLE

OFFRES D'EMPLOI

TIMCO, Société à Responsabilité Limité Unipersonnelle (SARLU) dont le siège est à Brazzaville, est une menuiserie industrielle Congolaise. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons actuellement :

1-Un Chef d'Équipe Électromécanique H/F.

Profil recherché

- Diplôme : - BAC + 2 / 3 ou Ingénieur En Électromécanique
- Expérience Professionnelle : - 5 ans ou plus dans le secteur industriel
- Compétences Requises : - Capacité à maîtriser un ou plusieurs secteurs techniques : électronique, électricité, mécanique, hydraulique, pneumatique
- Capacité à lire et interpréter un plan ou schéma.
- Capacité à évaluer visuellement ou l'aide d'appareils une panne, une dérive, une anomalie.

2-Un Dessinateur Projeteur Métreur en Menuiserie H/F.

Profil recherché

- Diplôme : - BAC + 2 / 3 En Architecture ou Diplôme Équivalent
- Expérience Professionnelle : - 2 ans ou plus dans la conception ou éventuellement dans la construction des bâtiments.
- Compétences Requises : - Maîtriser les techniques de dessin industriel.
- Réaliser rapidement des calculs, des plans en respectant avec rigueur des

normes et un cahier des charges.
- Maîtriser le logiciel AutoCad (2 et 3D).

3-Des Menuisiers Débutants et Qualifiés

Profil recherché

- Diplôme : - BET/BEP/CAP/BAC Pro en Menuiserie ou Diplôme Équivalent
- Expérience Professionnelle : - Avec ou sans expérience dans la menuiserie.
- Compétences Requises : - Savoir lire et interpréter un plan, et pouvoir réaliser avec précision, à l'aide des machines disponibles, les coupes, les assemblages, les collages, les finitions pour obtenir les menuiseries décrites dans ce plan.

4-Responsable Qualité-Hygiène-Sécurité H/F.

Profil recherché

- Diplôme : - BAC+2 / 3 dans le domaine de la qualité ou de la gestion industrielle
- Expérience Professionnelle : - 5 ans ou plus dans le domaine industriel
- Compétences Requises : - Bien connaître les process de l'entreprise, ses flux et les technologies associées.
- Maîtriser les normes, la certification ou la labellisation choisie.

- Définir et négocier une politique QSE ou de management intégré.

5-Ingénieur Réseaux, Systèmes et Sécurité H/F.

Profil recherché

- Diplôme : - BAC+4 / 5 en Informatique de Gestion ou en Système et Réseau Informatique
- Expérience Professionnelle : - 5 ans ou plus dans le Domaine de l'informatique de gestion et système réseau
- Compétences Requises : - Installer, configurer, dépanner un parc informatique.
- Maîtriser les techniques nécessaires pour interconnecter les réseaux et les systèmes de télécommunication.
- Utiliser avec aisance les principaux logiciels utilisés dans l'entreprise : bureautique, bases de données CAO, GPAO, DAO, etc.

6-Conducteur de Travaux en Menuiserie H/F.

Profil recherché

- Diplôme : - Bac+2 / Bac+3 Métiers du Bois ou des Bâtiments et Travaux Publics
- Expérience Professionnelle : - 5 ans ou plus dans le secteur de l'usinage de bois et de la menuiserie et de travail en production ou en pose.

• Compétences Requises :

- Avoir une vision globale des chantiers à entreprendre et connaître les matériaux, process de production, contraintes techniques et réglementaires pour organiser l'agencement.
- Anticiper d'éventuels problèmes de pose et rechercher les solutions techniques en amont- Assurer un dialogue permanent avec l'équipe, disposer de qualités relationnelles développées et un esprit d'équipe.

7-Commercial H/F.

Profil recherché

- Diplôme : - BAC+2 / 3 en marketing ou en management d'une grande école reconnue, dans les métiers du Bois ou dans les Bâtiments et Travaux Publics.
- Expérience Professionnelle : - 5 ans ou plus dans le secteur de l'usinage de bois et de la menuiserie ou dans la construction des bâtiments
- Compétences Requises : - Définir une politique et une stratégie commerciale avec la vision globale de l'entreprise à moyen terme.
- Connaître les styles de meubles, les techniques de production, les principaux fabricants et la concurrence.
- Élaborer le cahier des charges commercial (tendances, tarifs...) pour les nouveaux modèles.

8-Mécanicien H/F.

Profil recherché

- Diplôme : - BAC Pro en génie mécanique ou maintenance industrielle ou un équivalent.
- Expérience Professionnelle : - 2 ans ou plus dans la mécanique ou en maintenance industrielle dans une entreprise de fabrication.
- Compétences Requises : - Capacité de Participer à l'installation et à la fabrication des nouveaux équipements de production et autres équipements ou articles nécessaires à la gestion des opérations.
- Capacité à faire fonctionner, réparer et entretenir régulièrement le matériel et les équipements de production.
- Habilités en soudure, usinage conventionnel, pneumatique et hydraulique.

Le dossier devra obligatoirement contenir une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, et doit être adressé à la Direction Générale de TIMCO, 29 rue Léon Jacob Mpila Centre Ville, B.P : 1041, Brazzaville-Congo ; ou par courriel à contact.solthy@gmail.com au plus tard le lundi 15 Juin 2015.

OFFICE D'HUISSIER DE JUSTICE, Commissaire-priseur Maître ESSEBO

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Maître ESSEBO Benoît, Huissier de Justice, Commissaire-Preneur à la résidence de Brazzaville, informe le Public Brazzavillois qu'il procédera, à la requête de plusieurs Sociétés de droit Congolais ;

À la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, de plusieurs véhicules 4x4 et Berline de marque Toyota, Ford, Suzuki et Mitsubishi ;

La vente aura lieu le vendredi 05 juin 2015 à l'esplanade du stade EBOUE à côté de la statue.

La visite des véhicules à vendre se fera à l'endroit indiqué ci-dessus du 02 juin 2015 au 05 juin 2015

Vente strictement au comptant et sans garantie ;

Le prix d'adjudication est majoré de 12% ;

Enlèvement immédiat ;

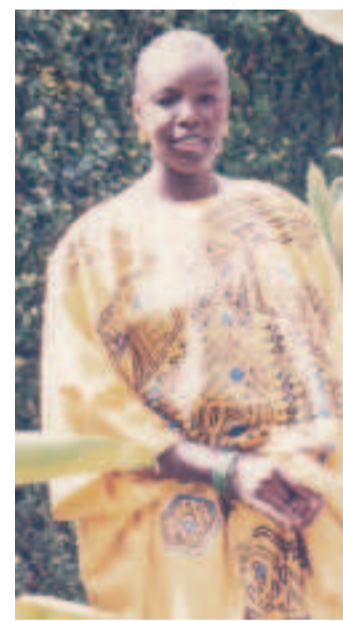
TRES IMPORTANT

Toute personne intéressée à cette vente est tenue de se faire inscrire et retirer le bulletin de participation au Cabinet du Commissaire-Preneur sus nommé situé 05, rue Louis TRECHOT Centre-ville.

Tel : 05 551 07 22 / 06 634 70 27

**L'Huissier de Justice,
Commissaire - Preneur**

IN MEMORIAM



08 juin 2013 – 08 juin 2015
Voici deux (2) ans que Madame Mahoukou Evelyne était arrachée à l'affection des siens. En cette triste date d'anniversaire, ses fils prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.
Maman, nous ne t'oublions jamais !
Que le Père Tout-Puissant l'accorde le repos éternel !

05 juin 1985- 05-juin 2015

Voici trente (30) ans que Mr Loupet Philippe était arraché à l'affection de ses siens. En cette triste date d'anniversaire Mr Koubeta Jean Gabriel et les enfants loupet garde une pensée pieuse pour sa mémoire et prient tous ceux qui l'ont connu de partager son souvenir.
Papa nous ne t'oublierons jamais !



NECROLOGIE



Les familles Bokilo, Mondjo, Etoke, le colonel Bouesso Jean Florent et Jean Baptiste Ondaye annoncent le décès de leur belle fille, femme, mère et belle-mère madame Etoke née Bomengue Suzanne survenu le 1^{er} juin 2015 au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au 24 rue Simon Kibangou au terminus Mikalou. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



La famille Liboula a le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances, particulièrement Louise Evoua, Marie-Paule Momboti, Joséphine Mdyindo, Losso, Véronique Nsayi, tous, à Mossaka ; Isidore Ndongabeka, Stéphane Eboundabeka, Antioche Molandzobo Borromé à Pointe-Noire. Le décès inopiné de Maurice Voka Ebindabeka dit Morisson, survenu le mercredi 3 juin 2015 au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile du disparu, 29, rue Mbemba Antoine à Gambio La Base, 8^e pylone. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

SPECTACLE

Djason philosophe the winner, el vencedor, el caliente et l'orchestre Super Nkolo Mboka en concert, tous les dimanches à partir de 15h00 au bar Terrasse du Night club **Five stars**, 120 rue Boundji, Talangai, 2^e sortie Nord en allant vers Petit-chose-ba jardin entrée: consommation 1500f Cadeau signé retour sur scène nationale, après les Amériques et l'Europe



L'artiste musicien **DANY DANILO**, avec un groupe d'artistes de renommée, vous convie au grand **concert de la réunification** qui aura lieu au **Diplomate « Karaoke »**, le **samedi 6 juin 2015**.

Cette soirée musicale est organisée en marge des festivités de la réunification célébrée

le **20 mai de chaque année au Cameroun**.



MUSIQUE SACRÉE

Leatitia Céleste en concert le 7 juin à Brazzaville

Après plus de sept ans d'absence sur scène dans son Congo natal, c'est finalement le 7 juin que la sœur Leatitia Céleste retrouve son public de Brazzaville au cours d'un show qu'elle va donner à l'esplanade de l'hôtel de la préfecture de 15h à 18h.

Après la sortie et la présentation officielles de l'album *C'est encore possible* à Angers en France, le 20 décembre 2014 devant la presse locale, la sœur Leatitia Inès Gassaki dit Leatitia Céleste, qui est en séjour promotionnel de cet opus dans son pays d'origine, a pensé faire déguster les merveilles de celui-ci à ses frères et sœurs de Brazzaville. Ceci, grâce au concert qu'organise la maison LTJ Productions, le premier du genre pour cette chantré du gospel au Congo. Les mélomanes découvriront les neuf titres de ce bel opus qui se présente comme une pierre de fondation, une énergie à se construire, dans lequel la chantré a voulu redonner espoir à tous ceux qui croient ou pensent que tout est fini dans leur vie. Il s'agit des titres suivants : *C'est encore possible ; Molokoti ; Lisolo ; Eternel ; Kumama ; Ma force ; Komb'oyo ; Medley ; Je t'aime ;* Véritable bête de scène, la sœur Leatitia Céleste a voulu partager celle-ci (la scène) avec bien d'autres frères et sœurs, à l'instar



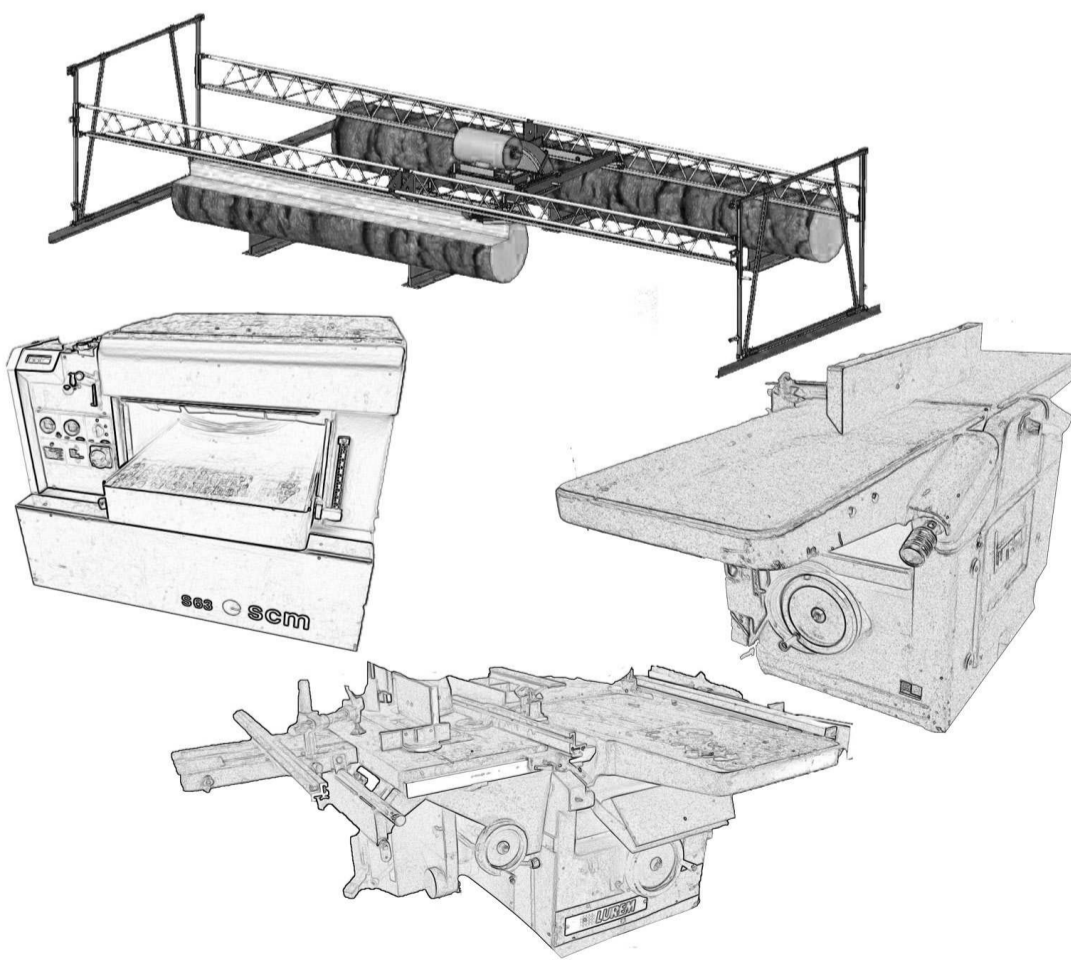
La sœur Leatitia Céleste en plein chant

de la sœur Bellynda Saya, le frère Castin Ouessou, le groupe Shekina de l'église Vie comblée. Travaillé dans les studios J-Pro de Jessy Rech sur Brazzaville et Open Studio de Michel Lorentz à Paris, l'album *C'est encore possible* est un véritable baume au cœur qui étanche la soif de tous ceux qui acceptent de prêter leurs oreilles

pour l'écouter. Il est très riche en couleurs et d'un contenu musical propre à caresser l'oreille. Il communique le message de la Bonne Nouvelle : « *Avec Dieu tout est possible. Avec lui, nous ferons des exploits* », dit la chantré. Rappelons que l'album qui sera présenté ce dimanche 7 juin aux mélomanes congolais est disponible en coffret « CD-DVD » en Europe comme en Afrique et particulièrement au Congo- Brazzaville.

Bruno Okokana

VENTE MACHINES A BOIS
EXPORT - NEUF & OCCASION
Devis avec transitaire



Ets. JOULIN Père & Fils – Paris

10, rue Destouches – 94500 CHAMPIGNY sur MARNE – FRANCE

Brazzaville : 06 66 47 290 - Paris : +33 (0)6 08 02 59 42

Fax : +33 (0)1 42 07 12 13

Email : ets.joulin@free.fr

DIALOGUE NATIONAL

L'UDPS relance l'idée d'un médiateur étranger

Faisant référence à la résolution 2211 adoptée en mars par le Conseil de sécurité de l'ONU, l'UDPS d'Étienne Tshisekedi déclare qu'il participera au dialogue si celui-ci est piloté par la communauté internationale.

Alors que se poursuivent au Palais du peuple les consultations avec les partis politiques conformément à l'agenda établi à cet effet, des voix d'élèvent au niveau de l'opposition pour décrier, pour la énième fois, la démarche du chef de l'État. Curieusement, l'on assiste à un revirement à 90 degrés de certains partis politiques qui, hier encore, étaient plutôt favorables au dialogue. Le cas de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) qui s'est démarqué du groupe de Fatima pour appuyer l'idée du dialogue est patent. Ce parti historique, une des principales forces politiques de l'opposition, n'est plus pressé d'aller aux consultations. Il vient de se rétracter dans une mise au point faite le 4 juin par son secrétaire général, Bruno Mavungu.

Fin mai, cette formation politique avait fait savoir qu'elle était prête à participer à un dialogue national, y voyant « la voie privilégiée » pour sortir le pays de la crise, elle n'affiche plus l'effervescence d'il y a quelques jours.

Les consultations préparatoires au dialogue ne semblent plus tellement émouvant l'UDPS qui pose des conditions quant à sa participation éventuelle. Le ton est à la fermeté, preuve que le parti d'Étienne Tshisekedi n'est pas prêt à se laisser embarquer dans une aventure sans issue. Dans son chapelet des

préalables, le parti met notamment l'accent sur la médiation étrangère selon le vœu exprimé par la communauté internationale. Ce n'est qu'à ce prix qu'il pourrait accepter participer au dialogue. Pour l'UDPS, le dialogue attendu devra se conformer à l'esprit de la résolution 2211 adoptée en mars par le Conseil de sécurité de l'ONU qui en avait posé les bases avant que l'Accord de paix d'Addis-Abeba n'en fixe le cadre. Cet Accord-cadre avait, en effet, préconisé la tenue d'un dialogue entre le pouvoir et la classe politique pour résoudre la crise qui ronge le pays depuis 2011 et permettre la tenue d'élections apaisées. Dans son format tel que préconisé par les stratèges de la majorité présidentielle, pense-t-on à l'UDPS, ce fameux dialogue apparaît comme une récupération politicienne de l'initiative du dialogue tel que prévu dans l'Accord-cadre. Dans les milieux proches de l'UDPS, l'on refuse de croire à une volte-face ni à un quelconque revirement par rapport à cette position pour autant qu'elle s'intègre parfaitement dans les options levées dans la feuille de route publiée le 14 février. Il est rappelé dans ce document la nécessité du dialogue sous les auspices du représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et patron de la Monusco, Martin Kobler. Et d'ailleurs ce dernier avait déjà exprimé sa disponibilité à faciliter ces échanges intercongolais. Une chose est sûre, c'est que cette prise de position de l'UDPS plombe davantage les consultations présidentielles qui risquent de se négocier sans les principales forces politiques de l'opposition.

Alain Diasso

CROISSANCE

La RDC au-dessus de la barre des 9% en 2015

Dans ses prévisions publiées le 3 juin, le Fonds monétaire international (FMI) a tablé sur 9,2% contre une précédente estimation de 9,1%. Du côté officiel, il faut rappeler que le gouvernement avait projeté une croissance économique à deux chiffres dès 2015, soit 10,3% après avoir atteint 9,5% en 2014.

En clair, l'économie congolaise connaîtra une croissance plus forte au courant de cette année. Pour l'institution de Bretton Woods, la dernière mission effectuée durant deux semaines à Kinshasa par les experts du FMI a confirmé une fois encore que les mines de cuivre, d'or ainsi que les autres ressources minières de la RDC continuent à tirer la croissance du pays. « Les perspectives à moyen terme sont prometteuses, avec une faible inflation et un développement rapide du secteur des services ». Les chiffres indiquent que le pays a produit plus d'un million de tonnes de cuivre en 2014. Cette production lui permet désormais de rivaliser avec d'autres pays miniers comme la Zambie, le premier producteur mondial de cuivre. Toutefois, à en croire les experts du FMI, la RDC ne peut se contenter de cette bonne performance car une menace sérieuse plane sur l'économie congolaise.

En effet, depuis un certain temps, il est observé un certain attentisme du secteur privé local. Sur cette question, le FMI pense que la donne politique va de nouveau jouer un rôle crucial. Il est clair que les échéances électorales inquiètent forcément les milieux des affaires. Le processus électoral qui débute avec les élections locales en octobre 2015 devrait s'achever en novembre 2016 avec la présidentielle.

Laurent Essolomwa

SANTÉ

Des centres de traitement et de vente des compléments alimentaires chinois fermés

Depuis un certain temps, la ville de Kinshasa est envahie par des centres de traitement et de vente des suppléments alimentaires chinois. Les vendeurs de ces produits prétendent que ces compléments alimentaires soignent beaucoup de maladies telles que le cancer, la prostatite, le rhumatisme et des médias sont mis à contribution pour convaincre la population à les acheter.

Malheureusement, il y a des Congolais qui ont mordu à l'hameçon de ces commerçants véreux qui sacrifient leur santé. Certains dépensent des sommes faramineuses pour acheter ces compléments alimentaires vendus par des distributeurs et autres marketeurs employés par ces centres de traitement chinois qui font croire à la population que ces compléments alimentaires guérissent.

Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, qui vient de renouer avec ses descentes sur le terrain, est déterminé à remettre de l'ordre dans ce secteur. Après avoir visité tour à tour quelques centres de traitement et de vente de suppléments alimentaires faits à base des plantes chinoises, à savoir Eternal Congo dans la commune de Ngaliema, King Cal Jin Jia Le sur

la 11^e rue Limete industriel, l'ONG la louange sur la 11^e rue Limete résidentiel et DynaPharm situé à l'immeuble Botour, le constat du ministre de la Santé qu'accompagnaient les agents de la Direction du médicament et pharmacie, les délégués de l'Ordre des médecins, la police judiciaire a été plus que décevant. Décision : tous ces centres ont été scellés.

Il leur est reproché de vendre des produits sans autorisation de mise sur le marché. Pis encore, certains centres tel que King Cal Jin Jia Le et l'ONG la Louange n'ont même pas des autorisations d'ouverture. En plus, ils font des examens à partir des analyseurs quantum qui malheureusement sont des machines avec des logiciels préinstallés qui donnent de faux résultats avec des maladies graves telles que le cancer. Un autre grief : le coût exagéré de prix de ces compléments alimentaires. Pour le ministre de la Santé, un complément alimentaire ne peut pas coûter plus cher que le médicament. Pour preuve, le thé anti-malaria revient à 20 dollars. Le ministre a fait savoir qu'il y aura une commission qui sera mise sur pied pour statuer sur la structure des prix. Autre grief : l'emploi de personnel non qualifié à l'exemple de cette fille, diplômée d'État trouvée à King Cal Jin Jia Le sur la 11^e rue Limete industriel, cette fille formée

sur le tas est commise à la tâche d'examiner les malades à l'aide d'un analyseur. Il est reproché aussi à ces centres de vendre ces compléments alimentaires à des prix qui ne sont pas à la portée de tout le monde.

La santé des Congolais sacrifiée

Pour le Dr Félix Kabange Numbi, ces chinois ne se soucient pas de la santé des Congolais, ils font plus des affaires. Ces centres de traitement travaillent avec des marketeurs et distributeurs qui font la publicité de leurs produits. Une fois qu'un marketeur arrive à convaincre un client, celui-ci sera conduit au centre pour passer des examens à partir des analyseurs quantum. Après cela, une prescription médicale ne comprenant que des compléments alimentaires lui sera remise. En plus, ces produits ne se trouvent nulle part si ce n'est au centre où l'ordonnance a été établie.

Pour le ministre de la Santé publique, cette campagne ne doit pas être comprise comme de la tracasserie mais on veut tout simplement mettre de l'ordre dans le secteur pour protéger la santé des Congolais. En effet, des propriétaires de ces centres de traitement sont tenus de s'incliner devant la loi quoiqu'elle soit dure.

Aline Nzuzi

NORD-KIVU

Le général Marcel Mbangou porté à la tête de l'opération « Sukola 1 »

Le nouveau promu remplace à ce poste son collègue Muhindo Akili « Mundos » relevé de ses fonctions pour inefficacité dans la lutte contre les groupes armés dont principalement les rebelles ougandais de l'ADF.

En proie depuis plusieurs mois à un cycle de violence hors du commun, la ville de Beni dans la province du Nord-Kivu est loin de conjurer le démon de l'instabilité et de l'insécurité. Préoccupé par la situation sécuritaire qui y prévaut sur fond des massacres récurrents des civils (plus de quatre cents morts ont été enregistrés depuis le mois d'octobre), le gouvernement vient

de passer à l'acte en décidant d'apporter un changement à la tête de l'opération Sokola1. Cette dernière n'ayant pas atteint les objectifs qui lui sont assignés, notamment la neutralisation des rebelles ougandais musulmans des Forces démocratiques alliées (ADF), responsables des tueries déplorées dans la région, il fallait à tout prix changer son commandement.

C'est dans ce cadre qu'il faut placer la nomination au poste de commandant de ladite opération du général de brigade Marcel Mbangou Mashita. Ce dernier remplace à cette fonction le général Muhindo Akili, dit « Mundos », dont le départ était

réclamé depuis longtemps par une population locale exaspérée par la recrudescence de l'insécurité dans la région. Cette revendication, la population de Beni l'avait exprimé au chef de l'État lors de son passage fin octobre 2014. Joseph Kabila avait promis d'y réserver une suite favorable. Ce qui vient d'être fait avec la nomination du nouveau commandant de l'opération Sukola 1. Originaire du Katanga, la province d'origine du chef de l'État, le général Mbangou était jusque-là adjoint au commandant des opérations en Ituri, district de la Province Orientale limitrophe du territoire de Beni.

Alain Diasso

ÉVASION FISCALE

11 milliards de dollars perdus chaque année en Afrique

C'est la conséquence désastreuse des pratiques illicites des multinationales qui privent le continent africain de l'argent, selon le rapport de l'ONG internationale Oxfam publié le 2 juin dans la perspective du sommet du G7 annoncé en fin de semaine en Allemagne.

Ces pratiques d'évasion fiscale développées par les multinationales tournent autour d'un système simple visant à échapper à l'impôt et à tout droit de douane. Le rapport dénonce le mensonge systématique sur les prix de vente des biens et services échangés entre filiales. Concrètement, on appelle l'opération « prix de transfert » qui consiste, pour une filiale, de surévaluer les importations et de sous-évaluer les exportations. En clair, la multinationale ne déclare pas la valeur ajoutée là où elle est réellement produite, a précisé Oxfam.

Il y a aussi un autre moyen plus ou moins illicite alimen-

tée, cette fois, par la féroce concurrence entre États africains pour drainer des investissements privés. Au fait, les pays en développement offrent des avantages généreux ou acceptent les conditions inéquitables imposées par les puissantes compagnies de peur de les perdre.

Avec le sommet du G7 qui démarre le 7 juin, l'espoir d'Oxfam est de voir les chefs d'État et de gouvernement des pays riches de songer à mettre en œuvre une profonde réforme des règles internationales concernant la fiscalité des entreprises. Les axes de cette réforme devront intégrer la déclaration des activités et des bénéfices filiale par filiale, pays par pays, projet par projet. L'autre changement majeur attendu est la constitution d'une organisation internationale capable de régler les litiges relatifs à l'impôt.

Laurent Essolomwa

STAGE À MONS EN BELGIQUE

Regroupement progressif des Léopards

Les Léopards de la RDC sont entrés en stage à Mons en Belgique afin de préparer le match de la première journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations Gabon 2017. La RDC débutera contre le Madagascar le 14 juin à Kinshasa. Le stage sera assorti d'un match amical Fifa le 9 juin contre le Cameroun. L'autre match initialement prévu pour le 3 juin à Beauvais en France contre le Burkina Faso a été annulé par insuffisance des formalités administratives, apprend-on. Mais les deux parties, RDC et Burkina Faso, ont convenu de jouer cette rencontre à la prochaine date Fifa.

Le 30 mai, le sélectionneur des Léopards, Florent Ibenge, est parti de Kinshasa pour Bruxelles en Belgique, en vue de lancer officiellement le stage à Mons et il a conduit la première séance d'entraînement des joueurs. Ensuite, il a pris son avion le 2 juin pour revenir à Kinshasa afin de préparer son club, l'AS

V.Club qui s'oppose, le 7 juin, contre Stade Malien de Bamako en match retour de barrage de la 12e édition de la Coupe de la Confédération. C'est le sélectionneur adjoint, Mwinyi Zahera, qui continue à superviser les Léopards à l'absence de Florent Ibenge.

Du côté des joueurs, seize sur les vingt-cinq convoqués ont pris part à la première séance d'entraînement, le 1er juin, sous la direction du sélectionneur Florent Ibenge. Il s'agit des gardiens de but Parfait Mandanda (Charleroi/Belgique) et Joël Kiassumbwa (Wohlen/D2 Suisse), Nicaise Kudimbana (Anderlecht/Belgique) et des joueurs de champ Christopher Oualembo (Academica Coimbra/Portugal), Chancel Mbemba (Anderlecht/Belgique), Chris Mavinga (Reims/France), Mickaël-Jordan Nkololo (Caen/L1 France), John Tshibumbu (GFC Ajaccio/L2 France), Youssouf Mulumbu (West Bromwich Albion mais pourrait signer à Celtic de Glasgow), Cédric Mabwa-



Les Léopards à l'entraînement à Mons

ti (Columbus Crew SC/USA), Nzuzi Toko (Eskisehirspor/Turquie), Jordan Botaka (Excelsior Rotterdam/Pays-Bas), Dieumerci Ndongala (Charleroi/Belgique), Dieumerci Mbokani (Dynamo Kiev/Ukraine), Jody Lukoki (Pec Zwolle/Pays-Bas), Neeskens Kebano (Charleroi/

Belgique), Cédric Mongongu (Evian TG/France). D'autres joueurs sont attendus à Mons, parmi lesquels Yannick Yala Bolasie (Crystal Palace/Angleterre), Gabriel Zakuani (Peterborough/Angleterre), Wilson Kamavuaka (Sturm Graz/Autriche). On rappelle que Cédric Bakam-

bu ne pourrait peut-être pas rejoindre la sélection, ainsi qu'Abel Tamata (PSV Eindhoven/Pays-Bas) et Paul-José Mpoku (Cagliari/Italie). C'est aussi le cas de Rémy Mulumba finaliste malheureux de la Coupe de France avec Auxerre (L2 France).

Martin Enyimo

PHOTOGRAPHIE

Un concours pour refléter l'Afrique émergente

Le concours est organisé par Agility, l'un des principaux fournisseurs de services de logistique intégrée afin de mettre en lumière les succès de l'Afrique émergente et de refléter ses progrès croissants.



Le logo du concours

Les participants au concours pourront présenter leurs photos dans trois catégories : villes, industrie et technologie. Le concours est ouvert aux photographes amateurs et professionnels. Il se déroulera du 1er juin au 1er septembre 2015. Agility remettra un prix en espèces de 2 000 USD au lauréat de chaque catégorie ainsi qu'un grand prix en espèces de 4 000 USD à l'auteur de la photographie qui capturera le mieux le développement et la croissance de l'Afrique.

Les photos récompensées seront diffusées sur la chaîne CNBC Africa et publiées dans Forbes Africa.

Photographier une Afrique en plein essor

Le concours, indique-t-on, vise à mettre en évidence l'aspect souvent oublié d'un continent aux nombreux contrastes. Les photographes sont invités à capturer une Afrique en plein essor grâce à ses jeunes consommateurs amateurs de technologie, son urbanisation rapide et ses perspectives économiques à long terme gigantesques. « Le monde a une vision bien souvent dépassée de l'Afrique. Aujourd'hui, sept des dix économies à la croissance la plus rapide se trouvent en Afrique. Ce concours photo vise à attirer l'attention sur un marché dyna-

mique offrant des opportunités. Trop souvent, le monde ne parle que des mauvaises nouvelles venues de ce continent, alors qu'il y a tellement de choses impressionnantes dont l'Afrique peut être fière. Nous espérons que ce concours photo mettra en avant certains des aspects positifs témoignant des véritables progrès et du véritable développement qui caractérisent l'Afrique », a déclaré Geoffrey White, PDG d'Agility Afrique. Pour ce dernier, ce concours photo est une manière passionnante d'encourager les photographes amateurs et professionnels à présenter une Afrique moderne en plein changement à travers des images qui représentent ses succès. « Nous voulons capturer des images qui reflètent la modernisation robuste qui se passe chaque jour, de l'agriculture durable à l'industrie manufacturière ainsi qu'à la production de gaz et de pétrole. Nous espérons, de ce fait, un rééquilibrage des perceptions de l'Afrique et que le monde verra l'Afrique comme un acteur important de l'économie mondiale », a-t-il expliqué. Pour en savoir plus sur le concours les futurs participants sont invités à visiter le site www.africa2015.com.

Patrick Ndongidi

ARTS MARTIAUX

Passage de grades à l'école de karaté Denis Kieko

Les récompenses ont été remises aux athlètes et aux dirigeants du monde congolais de karaté au cours d'une manifestation organisée le 30 mai.

L'école de karaté Denis Kieko a organisé le samedi dernier, dans la salle de fête Sœurs franciscaines dans l'enceinte du Clinique Ngaliema à Kinshasa/Gombe, une activité de passage de ceinture de ses athlètes de la ceinture blanche à la ceinture marron. Faisant d'une pierre deux coups, la Fondation Denis-Kieko a décerné les médailles à ses meilleurs athlètes et aux dirigeants du monde de sport qui se sont distingués par leur vocation sportive. Les karatékas de l'école Denis-Kieko ont été récompensés sur la base de leur assiduité, leur discipline et leur application. Il s'agit de Mulamba Kaniema, Nader Skaf Efundja, Bruno José, Marie, Émile, Jérôme Molisho, Yan, Tutu-Salum, Mitubisha, Hugo, Junior Bosekota et Ryan. Le sponsor de l'école de karaté, la Biac et Mme Lemonie Lea ont aussi obtenu des médailles d'or pour leur soutien matériel et financier.

Cinq dirigeants sportifs ont été récompensés par la Fondation Denis-Kieko, notamment Me Bakonga Luyeye, ceinture noire 7e dan et doyen de karaté de

la RDC, Me Nzuzi Nguidi Shaolin, ceinture noire 6e dan pour avoir créé son style Judai ; Me Mfuidimbo Mathieu, ceinture noire 6e dan, doyen des présidents des ligues de karaté de la RDC



Me Denis Kieko passant la ceinture à une jeune karateka

; M^e Freddy Tshingej, ceinture noire 3e dan, président de l'Entente de karaté Kilimani/Kinshasa, M^e Mukendi Kenzo, le secrétaire général de la Fédération congolaise de taekwondo, trésorier du Comité olympique congolais et le président de la Fédération de karaté du Congo, Me Flor Musendu.

On note que l'école de karaté Denis-Kieko est dirigée par M^e et instructeur Denis Kieko Kinkela, ceinture noire 6e dan, et expert en Taïchi. Il est assisté par Me Honoré Massamba Diambote, ceinture noire 6e dan de karaté, expert en boxe des pharaons et entraîneur national, ainsi que de Me Vincent Mwanda, ceinture noire 3e dan.

M.E.

TOTAL E&P CONGO

Alain Brice Boumpoutou, nommé directeur général adjoint de la filiale

Le conseil d'administration de Total E&P Congo a entériné le 14 avril, la nomination d'Alain Brice Boumpoutou en tant que directeur général adjoint de la filiale. Cette nomination est effective depuis le 1er janvier 2015.

Qui est Alain Brice Boumpoutou ?

Diplômé de l'Université d'Orléans d'un DEUG/Sciences, de l'Université de Paris, titulaire d'une maîtrise en mécanique de l'École nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace de Toulouse, Alain Brice Boumpoutou, débute sa carrière chez Elf Congo en 1982 comme ingénieur Production.

Il travaille ensuite sur les études et le développement de divers champs pétroliers, en tant qu'ingénieur Réservoir pendant plus d'une dizaine d'années.

En 2002, il intègre la division architecture à Paris, et devient un des premiers architectes pétroliers à travailler sur le développement du futur Pazflor, mais aussi du Bloc 32 (projet Kaombo), en Angola.

Il réintègre la filiale en 2008 pour être directeur des Opérations, avant de re-



Alain Brice Boumpoutou crédit photo «DR»

tourner à Paris en tant que responsable de la division Logistique et support des opérations (Lso).

Début 2015, de retour au Congo, Alain Brice Boumpoutou est nommé directeur général adjoint, mais aussi directeur H3SEQ (Hygiène, Sécurité,

Société, Sureté, Environnement, Qualité), nouvelle direction créée au sein de Total E&P Congo à l'image de la DHSEQ, direction mise en place au siège dans le cadre de la réorganisation de la branche Exploration-Production du groupe Total.

Hugues Prosper Mabonzo

JOURNÉE DE L'ENFANT AFRICAIN

Célébration sous le signe de l'amélioration et de la protection

À l'occasion de la Journée de l'enfant africain, qui sera célébrée le 16 juin, une rencontre pluri acteurs sur l'éradication de l'exploitation par le travail ou par le service forcé de l'enfant sera organisée à Pointe-Noire. Elle réunira près de 60 participants de divers secteurs d'activités concernés par la question.

« Non au travail des enfants-oui à une éducation de qualité » est le thème de la journée de l'enfant africain pour cette année. Une occasion de plus pour mettre en lumière le phénomène de la traite des enfants, surtout dans son aspect d'exploitation des enfants par le travail.

Cette rencontre fait suite aux journées de formation et de réflexion sur la mise en place d'un dispositif pilote d'accueil inscrit dans le cadre du projet intitulé « Vers le renforcement des capacités des acteurs locaux en faveur de la protection de l'enfance », qui a regroupé l'équipe de la coordination du Reiper (Réseau des intervenants sur le phénomène de l'enfant en rupture), les représentants de ses associations membres et les représentants des ministères de l'Etat congolais concernés. Des assises qui ont abouti à la création de comités d'accréditation et d'orientation pluri acteurs (CAO) qui siègent actuellement à Brazzaville et Pointe-Noire.

La rencontre de Pointe-Noire a pour objectif de renforcer la prise de conscience de la problématique de la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants mais aussi de susciter la pleine participation des acteurs étatiques et non étatiques à la lutte contre la traite et l'exploitation par le travail des enfants, de promouvoir les instruments

juridiques internationaux et nationaux relatifs à la lutte contre la traite et le travail des enfants, de favoriser l'échange des pratiques avec les partenaires clés en matière d'identification, de dépistage, de prise en charge, de réinsertion, de rapatriement des enfants victimes et de poursuite contre les trafiquants. Au cours de cette rencontre, il sera fait également le point sur les actions menées dans la lutte contre la traite des enfants, les actions judiciaires en matière de lutte contre la traite des enfants : procédure et poursuites. Il sera aussi présenté la loi n° 4/2010 portant protection de l'enfant en République du Congo.

Pendant longtemps, les enfants abandonnés, isolés ou séparés de leurs familles ont toujours été adoptés dans des centres qui, malheureusement ne sont pas toujours adaptés aux besoins des enfants et ne leur permettent pas de grandir dans un environnement suffisamment protecteur. Il est donc nécessaire aujourd'hui de diversifier les modes de prise en charge et de privilégier la prise en charge au sein d'une famille : famille d'accueil ou famille adoptive. La famille d'accueil fait alors partie d'un dispositif national encadré et faisant l'objet d'un suivi et d'un accompagnement social organisé par le ministère concernés (affaires sociales, justice) en collaboration avec les partenaires organisés en réseau tel le Reiper. Cette expérience pilote s'inscrit dans le cadre du projet plus global financé par l'Union européenne pour une durée de 36 mois et dont l'objectif principal est d'améliorer la protection de l'enfance au Congo.

Hervé Brice Mampouya

FESTIVAL

La 11^e édition de «N'sangu Ndji Ndji» a été lancée

La 11^e édition du festival international des musiques et des arts N'Sangu Ndji Ndji a été ouverte le 3 juin à l'Institut français du Congo à Pointe-Noire, en présence de Roland Bouiti-Viaudo, député-maire de la ville et de plusieurs autres autorités.

Après dix éditions et en dépit de la conjoncture mondiale actuelle peu clémente, la onzième édition marque la capitalisation d'une entreprise forte de ses dix ans d'expérience au service des artistes et du public. Ainsi, cette édition entre dans le nouveau cycle de la constitution du festival N'Sangu Ndji Ndji en association indépendante, dotée d'une personnalité morale, sortie de son géniteur l'Espace culturel Yaro dont il est le projet le plus important.

Au fil des années, le festival N'Sangu Ndji Ndji ou la fête de Pointe-Noire a su tisser un partenariat fécond avec plusieurs acteurs et institutions à l'instar de l'Institut français du Congo devenu quasiment le co-producteur. « Avec le festival N'Sangu Ndji Ndji, nous avons un parte-

nariat en terme de logistique, de matériel, humain, financier et en terme de programmation artistique incluse. Autour de Pierre Claver Mabiála, le directeur dudit festival, c'est une équipe qui œuvre pour la diffusion de la culture à toutes les populations sans distinction de classes sociales. Nous en saluons l'esprit, c'est pourquoi l'Ifc accompagne les artistes, les opérateurs culturels dans la voie de la professionnalisation de formation dans tous les secteurs d'activités liées à la culture », a dit Franck Patillot, directeur de l'Institut français du Congo à Pointe-Noire.

Cette collaboration étroite a été saluée par Pierre Claver Mabiála, remerciant le directeur de l'Ifc qui est en voie de quitter le Congo après trois ans. Le soutien de son institution au festival a été plus que bénéfique, a reconnu le directeur de N'Sangu Ndji Ndji. Un satisfecit aussi adressé au Consul général de France à Pointe-Noire qui, à travers la journée du partenaire qu'il abrite à chaque édition à sa résidence traduit son adhésion à cette œuvre culturelle. Les par-

tenaires et sponsors qui œuvrent sans cesse à la réussite de l'évènement ont, à leur tour été aussi remerciés.

Les chants langoureux et mélancoliques du musicien congolais Botter ont lancé le festival suivi des danses rythmées et des mélodies du groupe tradi moderne «Bane B'siane», un groupe qui a emballé le public à travers les belles sonorités du terroir Loango. En soirée, la voix suave du rappeur Diofel a égayé le public tout comme la musique de l'artiste Kavla du Congo Brazzaville.

Après le théâtre et les intermèdes musicaux, le jeudi 4 juin, une table ronde sur Jean-Félix Tchicaya, premier parlementaire congolais est prévue ce vendredi matin au Centre culturel Jean Baptiste Tati Loutard dans le cadre de l'hommage aux grands hommes du terroir loango puis la soirée des partenaires à la résidence



Le groupe Bane B'Siane à l'ouverture du festival crédit photo «Adiac»

du Consulat général de France en soirée. L'atelier Sous le kolatier et les différents concerts meubleront la journée de samedi toujours au Centre culturel Jean-Baptiste Tati Loutard. La clôture du festival interviendra dimanche avec les concerts de Winston Mc Anuff & Fixi

(Jamaïque-France), Ezza (Niger-France), K-Musica (Congo Brazza). Le Congo-Brazzaville, le Cameroun, le Bénin, le Niger, la France, la Jamaïque prennent part au festival qui plus que jamais confirme son internationalisation.

H.B.M.

DISPARITION

La presse ponténégrine rend un dernier hommage à Guillène Bibaya Malonda

Décédée le 24 mai à Pointe-Noire suite à un malaise survenu quelques jours après son accouchement par césarienne, Guillène Bibaya Malonda, journaliste à MCRTV/Ponton FM a été conduite le 3 juin 2015 à sa dernière demeure au cimetière familial de Tchitondi.

Le Préfet de Pointe-Noire, Alexandre Honoré Paka, le délégué du Conseil supérieur de liberté de communication, Léon Félix Evongo, les collègues de services et de la corporation, les parents, les amis et connaissances affligés par cette disparition très précoce et fortuite, ont rendu un dernier hommage à Guillène Bibaya Malonda, journaliste-reporter à Mrcrtv-Ponton FM. La cérémonie funèbre s'est déroulée au siège dudit organe de presse.

C'est avec les complaints que les discours prononcés à cette cérémonie de recueillement ont été faits, tant par le président directeur général de la chaîne, François Ndouna que par le directeur des programmes, Toussaint Louverture Nzaba.

Dans son oraison funèbre, Toussaint Louverture a rappelé que Guillène Bibaya Malonda était

née le 16 juin 1980. Elle intègre Ponton FM en septembre 2005 à sa première version jusqu'en novembre 2013. De février en avril 2010, elle se déplace à Brazzaville où elle a passé un stage de formation professionnelle à la chaîne de télévision privée Top tv, avant de regagner Ponton FM jusqu'à son passage à la deuxième version Radio et Télévision (Mrcrtv). Mais, assoiffée de la formation, pendant qu'elle travaillait à ponton FM, elle suivait parallèlement des formations professionnelles dans les différents domaines dont la dernière non achevée en gestion des ressources humaines à l'Ecole africaine de développement (Ead), a-t-il martelé.

En sa mémoire et du fait de son dévouement et de sa disponibilité au travail, les responsables de son organe de presse par le truchement du manager de Mrcrtv, Euloge Patrick Mvoumbi ont décidé de débaptiser la salle de rédaction de Mrcrtv en salle « Guillène Bibaya Malonda ».

Témoignages : « Il me manque des mots dans la circonstance que nous traversons présentement pour faire un témoignage sur la personne de notre consœur, Guilaine. Je peux au moins



Les amis de la presse pendant le recueillement «photo John»

vous signifier que c'est une fille assez serviable et engagée dans son boulot. Elle l'a pratiqué tel qu'elle l'entendait, tel que prévoit la déontologie. Socialement parlant elle a été très attachée à tous les professionnels de la communication et savait vivre avec les autres, sa disparition crée un vide. Qu'a cela ne tienne, c'est la loi de la nature, on n'y peut rien, c'est le chemin de tout le monde »,

a dit Alphonse Doumbi, coordinateur à Radio Congo Pointe-Noire. De son côté Solange Kibelolo, responsable de CRP Sifia à Pointe-Noire, très affectée par cette disparition, a rappelé que Guillène a travaillé de bout en bout avec eux dans le projet de journalistes associations et autorités locales pour une meilleure défense des droits des femmes rurales pour lutter contre la pauvreté et reconnaît

d'elle une femme qui a aimé le travail. « Guillène a été une femme battante. Elle est venue me dire très souriante, «coordo» je veux mettre mes sujets en stock, pour que dès que je vais accoucher je les travaille pendant mes congés de maternité », a dit Simone Kibelolo, invitant les journalistes qui sont restés dans le projet à prendre son exemple.

Charlem Léa Legnoki

Le maire de Mongo Mpoukou échange avec les pêcheurs

Au centre de cette rencontre : la lutte contre la pollution et l'insalubrité du littoral. Pour le maire du cinquième arrondissement Mongo Mpoukou, Zéphirin Nguié, la réunion du 3 juin avait un objectif : obtenir l'implication des responsables des communautés de pêcheurs et des autorités civiles et militaires évoluant dans sa circonscription administrative.

; le manque d'une décharge appropriée, l'insécurité du littoral, etc. Zéphirin Nguié a assis son intervention sur la note n°3662/PAPN-DG du Port autonome de Pointe-Noire. Celle-ci concerne l'attribution d'un site devant accueillir un campement des pêcheurs. « Conformément à cette note les pêcheurs sont autorisés dans cette zone à accoster leurs pirogues, étendre leurs filets

des initiatives communautaires de pêche (A.I.C.P), a expliqué qu'en plus des produits de pêches et des ordures ménagères produites par des pêcheurs qui vivent dans ces campements, il y a d'autres facteurs responsables de la pollution et de l'insalubrité de la plage de Mongo-Mpoukou. Il a énuméré les ordures provenant de la mer elle-même et celles provenant de l'activité pétrolière ; l'insuffisance des bacs à ordures dans les campements des pêcheurs et autres. « Certains pêcheurs sont parfois obligés de dormir dans ces campements pour mieux veiller à la fois à la sécurité de leurs matériaux de pêches et de leurs poissons », a-t-il déclaré. Pour lutter efficacement contre l'insalubrité et mieux sécuriser cette plage, les autorités de Mongo Mpoukou entendent organiser désormais une journée spéciale destinée à l'assainissement de cette plage. Une brigade de police est aussi envisagée pour mieux sécuriser les biens et les personnes sur ce littoral qui de refuge à plusieurs étrangers en situation irrégulière et de fumoir de grande consommation de drogue.

Séverin Ibara

pour des réparations éventuelles, sécher et fumer les produits de la pêche. Cependant, il leur est interdit de construire des logements d'habitation à l'exception de quelques baraques devant servir d'entrepôts pour le matériel et les produits de pêche » a-t-il signifié.

Pour sa part, Laurent Tchissambou, président de l'Association



Tribune officielle de la cérémonie

Au cours de cette rencontre, plusieurs questions relatives à l'assainissement de la plage ou du littoral ont été abordées. Les uns et les autres ont mis en exergue les moyens d'évacuation des ordures des produits de pêche et celles provenant des domiciles des pêcheurs souvent déversées sur la plage ; l'incivisme des populations riveraines

Papy Bastin en concert playback au night club Soweto

L'artiste musicien Papy Bastin livre un concert playback ce vendredi 5 juin au night club Soweto, situé dans le troisième arrondissement Tié-Tié, à Pointe-Noire.



Papy Bastin / crédit photo «DR»

Aussi appelé Jet Lee, l'artiste semble tout préparer pour ne pas décevoir ses fans. Et comme il a su le dire dans l'une des ses chansons « Partout c'est chez moi », Papy Bastin sera à Pointe-Noire pour émerveiller ses fans.

Le spectacle s'annonce bouillon. Avec l'énergie qu'on lui connaît, Papy Bastin va donner le meilleur de lui-même pour mettre du feu au night club Soweto. Déjà, pour ses fans, le chanteur témoigne d'une incroyable aisance sur scène.

L'artiste occupe très bien l'espace, en groupe comme avec des chorégraphies parfaitement exécutées ou encore en solo sur des chorégraphies improvisées. C'est ça qui fait son point fort. Lors de ce show, le public sera en délire sur ses tubes tels que Bordelle, Mariage, Bravo, Chou bébé, Hommage à Rapha, Pourquoi papa tape maman ? et bien d'autres.

Ancien sociétaire du groupe Extra-Musica, Papy Bastin est aujourd'hui compté parmi les musiciens qui portent haut le drapeau du pays. Son show de ce vendredi sera bien rodé et pourra même causer l'émoi auprès des spectateurs.

Hugues Prosper Mabonzo

5 juin: Journée mondiale de l'environnement

BRASSONS UN AVENIR MEILLEUR



Le 5 Juin, le monde entier célèbre la journée mondiale de l'environnement afin de rappeler à quel point il est vital pour notre futur de préserver la nature. Le secteur de l'entreprise n'est pas en reste, et ressent le besoin de réaffirmer son engagement aux côtés des communautés sur la question.

BRASCO autorise les éleveurs munis de véhicules à accéder à ses sites de production pour récupérer gratuitement de la drêche. Nous travaillons avec des transporteurs pour fournir ceux qui ne disposent pas de camions et dont les exploitations sont trop éloignées de nos brasseries.

La Journée Mondiale de l'Environnement est nécessaire, afin de rappeler à la société tout entière, l'importance de la protection de notre écosystème pour les futures générations. A cet effet, les Nations Unies encouragent toute action, isolée ou collective, pour accompagner cette sensibilisation au niveau mondial.

Les entreprises quant à elles, prouvent leur engagement en prônant des méthodes de travail plus respectueuses de l'environnement afin d'atténuer les effets de leurs activités sur la nature. Chez BRASCO, nous avons intégré un programme mis en place par notre actionnaire HEINEKEN depuis 2010 appelée « Brewing a Better Future » (brasser un avenir meilleur). Il repose sur 4 points clés : le suivi de notre consommation en eau et le traitement de nos eaux usées ; la baisse de nos émissions de CO2 ; l'utilisation de matières premières locales pour réduire la distance entre nos fournisseurs et nous, et favoriser l'essor de producteurs locaux ; la promotion de la consommation responsable d'alcool.

Comment « brasser » un avenir meilleur ?

HEINEKEN a une relation étroite avec l'Afrique depuis plus de cent ans. Aujourd'hui, le groupe a compris l'importance de la collaboration avec les populations pour favoriser la croissance du pays et de son activité. C'est la raison pour laquelle, il s'est donné pour objectif en Afrique, d'utiliser 60% de matières premières agricoles en provenance d'agriculteurs africains d'ici 2020. De nombreux projets ont déjà vu le jour au Nigeria, en Sierra Leone, en Egypte, au Rwanda, au Burundi, en Ethiopie, en Afrique du Sud et en République démocratique du Congo (RDC).

Au Congo, BRASCO fournit en drêches plus de 200 éleveurs qui l'utilisent comme aliment de bétails. Les drêches sont des résidus issus de la distillation du malt. Considérées comme des

déchets non réutilisables dans la fabrication de la bière, elles sont revendues par la quasi-totalité des brasseries dans le monde aux éleveurs et aux agriculteurs. BRASCO produit plus de 12 000 tonnes de drêches par an (estimation 2014), offertes gratuitement aux éleveurs congolais.

Accompagner les solutions de gestion et de recyclage des déchets.

Nous nous impliquons aussi dans la lutte contre l'insalubrité et le recyclage des déchets. Nous avons introduit depuis 2013 des boissons vendues dans des bouteilles plastiques, dans notre gamme de produits. Depuis cette date, nous recherchons des partenaires afin d'accompagner des projets de gestion et de recyclage des déchets.

BRASCO produit plus de 12 000 tonnes de drêches par an (estimation 2014), offertes gratuitement à plus de 200 éleveurs congolais.

Le plastique utilisé pour la fabrication de nos emballages (bouteilles et casiers) est recyclable à 100%. Nous avons acquis en 2013 une machine de conception de casiers grâce à laquelle nous réutilisons le plastique de nos coques usagées pour en créer de nouvelles.

Nous fournissons aussi gratuitement en bouteilles et bouchons des entreprises spécialisées dans la transformation. Nous avons notamment participé au lancement d'une association à Brazzaville appelée « Partenaire 131 » spécialisée dans la création de pavés issus du traitement des déchets plastique. La structure a reçu un don de 70 moules de fabrication, des véhicules de ramassage, ainsi qu'un financement de départ. A Pointe-Noire, nos bouchons de bouteilles sont transformés en tuiles de résine, plus résistantes que les tuiles traditionnelles.

A Dolisie, la Fondation BRASCO participe au financement d'un

service motorisé de pré-collecte de déchets devant profiter à 25 000 habitants de la ville. Le projet comprend l'achat d'équipements, la construction d'un site de transfert des déchets ménagers et la mise en œuvre d'activités de sensibilisation et de communication. Il a été réalisé en partenariat avec la mairie de Dolisie, l'Union Européenne et l'ONG le GRET.

Enfin, pour prendre part à des projets plus importants, BRASCO a rejoint en 2013 le «Groupement des Embouteilleurs du Congo» (GEC). C'est une association à but non lucratif de loi 1901 dont la mission est de définir et de coordonner une position commune face aux enjeux environnementaux et commerciaux de l'activité d'embouteillage des produits en bouteilles en plastique (PET) et autres en République du Congo. Il regroupe les entreprises BRASCO, MAYO, RAJEC, Okiessi et Globaline.

La Fondation BRASCO, pour mener des actions citoyennes au quotidien.

Nous possédons une Fondation depuis 2011 qui réalise des actions d'utilité publique dans les domaines de l'éducation, la santé et l'environnement. Depuis sa création, nous avons construit des fontaines d'eau publiques pour faciliter l'accès des populations à l'eau potable ; nous avons participé à des actions d'assainissement en offrant du matériel aux comités des marchés en charge du maintien de la propreté à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie. Nous organisons chaque année une opération de sensibilisation à Pointe-Noire sur la plage de la Côte Sauvage pour la préservation de nos rivages.

Toutes ces actions nous permettent de répondre quotidiennement à des situations d'urgence et de venir en aide à des localités soucieuses d'améliorer le cadre de vie de leur population. Notre espoir : voir naître de plus en plus d'initiatives de ce type œuvrant en faveur d'un environnement plus sain pour les générations à venir.

Issue d'une fusion entre deux brasseries en 1994, BRASCO est un acteur incontournable du paysage industriel congolais. La société propose un large portefeuille de marques de boissons, avec une spécialité sur les bières et les boissons gazeuses.

BRASCO (Brasseries du Congo) brasse, embouteille et distribue localement 15 marques différentes de boissons (8 bières, 7 boissons gazeuses).

Retrouvez notre actualité sur
www.brasseriesducongo.com
www.facebook.com/Brasseriesducongo



COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Les combinaisons des 16^{es} de finale dévoilées

La formation des Diables noirs, vainqueur de la dernière édition à Sibiti, remettra son titre en jeu dès ce week-end à l'occasion des seizièmes de finale de la Coupe du Congo de football. Pour leur entrée en compétition, les Diablotins seront en déplacement à Kinkala pour y affronter AS Kimbonguila, le dimanche 7 juin.

Le 5 juin, la Jeunesse sportive de Poto-Poto ouvre le bal de la compétition au stade Marchand en affrontant au stade Marchand la formation d'Ajax de Ouénzé. À Ouesso, l'Étoile de la localité va se mesurer face à l'Étoile du Congo. Le 6 juin dans les mêmes installations, l'AS Nsiemba reçoit le Centre d'études et sport La Djiri avant le très attendu Club athlétique renaissance aiglon-Patronage Sainte-Anne. Au complexe sportif de Pointe-Noire, La Mancha en découdra avec Ponton sur mer puis Nico-Nicoyé sera aux prises à l'AS Cheminots. Au stade Denis-Sassou-N'Gouesso à Dolisie, les Jeunes Fauves croiseront le fer avec l'Association sportive Ponténégrine. Au stade de Nkayi, le FC Corneil recevra Tongo football club. Au stade de Djambala, Patronage de la localité va se mesurer avec Saint-Michel de Ouénzé.

Au stade Marien Nguoubi d'Owando, le CS Oyonnax accordera son hospitalité à la Jeunesse sportive de Talangai. Le 7 juin au stade Marchand, le FC Kondzo défiera l'Étoile de Talas pendant que l'Interclub va négocier son ticket pour les huitièmes de finale devant le Tout-Puissant Mystère. Au Complexe sportif de Pointe-Noire, V Club Mokanda affrontera Béni sport. Et le FC Bilombé en découdra avec Fleur du Ciel.

Selon le calendrier de la compétition publié le 2 juin, ces 16e de finale prendront fin le 9 juin au stade Denis-Sassou-N'Gouesso par un match en retard qui mettra aux prises l'AC Léopards de Dolisie à Régie financière de Sibiti. Ce match a été repoussé parce que les Fauves du Niari se déplacent ce jeudi pour le Nigeria où ils affronteront Warri Wolves dans le cadre de la manche retour du tour de cadrage de la Coupe africaine de la Confédération. Notons que les seize vainqueurs de ces confrontations seront qualifiés pour les huitièmes de finale qui se joueront aussi en élimination directe. La bataille pour valider les deux tickets pour inaugurer le stade de Ouesso lors de la finale le 14 août est donc lancée.

James Golden Eloué

ONZIÈMES JEUX AFRICAINS / HANDBALL

Les Diables rouges face à des adversaires prenables

Le hasard du tirage loge l'équipe nationale de handball, des versions hommes et dames, dans des groupes où ils peuvent s'en sortir.

Les Diables rouges hommes sont logés dans le groupe C. Ils ont pour adversaires : la Côte d'Ivoire et Madagascar. La sé-

lection ivoirienne a été sacrée médaillée d'argent aux Jeux africains de 1965. En 2012, l'équipe a terminé dixième au championnat d'Afrique des Nations de handball.



Un match de handball crédit photo Adiac

Même si les Malgaches sont rares sur la scène continentale de handball, les choses ne seront faciles pour les Diables rouges car les années passent et les équipes évoluent. Si la Côte d'Ivoire et Madagascar se

mettent toutes les chances de leurs côtés d'autant plus que ce sont eux qui accueillent la compétition.

Cheez les dames, c'est quasiment la même chose. Classées dans le groupe B, les Congolaises auront affaire aux Burkinabées et aux Malgaches. Deux adversaires capables de créer la sensation sous un beau jour. Ce qui est sûr, c'est que le Burkina-faso et Madagascar ne se

présenteront pas en victimes résignées. Elles ont une carte à jouer dans quelque 90 jours. « Ces deux groupes, en hommes comme en dames, sont largement à notre portée. Mais il ne faut pas oublier que toutes

les équipes peuvent nous poser problème. Tout dépend donc de la manière dont nous allons nous préparer. Nous sommes en préparation, les choses se passent bien... », a déclaré Henri Joseph Parra, président de la Fédération congolaise de handball, juste après le tirage au sort. « Il faut se méfier de ces deux groupes d'apparence facile », a-t-il conclu.

Rominique Nerplat Makaya

BRIN D'HISTOIRE

Le 5 juin 1997, 18 ans à peine !

Le 5 juin 2015 tombe sous le sceau du dialogue. 18 ans à peine, c'était le début d'une guerre fratricide. Il ne faut pas l'oublier. Il y a donc, à peine 18 ans, « Plus jamais ça ! », avions-nous dit collectivement.

Grâce à sa magnanimité, le président Sassou N'Gouesso, dans sa quête permanente de consensus et de paix, dès la guerre terminée, a résolument posé les bases d'un « vivre ensemble » apaisé, parfois contrarié mais toujours recherché. C'est dans cette perspective qu'il vient de lancer les concertations citoyennes, largement approuvées par la classe politique. Cette initiative est, sans conteste, une leçon de politique réelle et la marque d'un grand homme d'État. Ce n'est pas sans raison que Clément Mouamba, au sortir de sa rencontre avec le chef de l'État constatait avec amertume que « nous avons autant d'hommes politiques dans le pays, mais très peu d'hommes d'État. Quand on est un homme d'État, on sait avaler sa colère. Dans ma langue, poursuit-il, on dit la colère d'un insensé, on la lit sur la figure, celle d'un sage est enfouie dans les entrailles. »

Loin d'une atmosphère de scatologie métaphysique, les concertations po-

litiques se déroulent sans coup férir. La météo politique, qui annonçait les risques d'une bourrasque infernale, parle désormais d'une accalmie rassurante, après la surchauffe du débat sur le changement ou non de la Constitution du 20 janvier 2002. Il faut être au moins deux pour dialoguer. La discussion, dans le cas d'un pays, exige, chaque fois, l'assentiment de tous. C'est la condition d'une force rédemptrice pour la nation, en tant qu'elle favorise la résolution des contentieux entre les parties en présence. L'« agir juste » est ce que l'on attend de nos hommes politiques et ceux de la société civile. L'image qu'ils renvoient, dans la majorité des cas, à l'occasion des concertations qui ont lieu actuellement, est gratifiante pour eux. Ce qui est plutôt rare, faut-il le rappeler. En politique, en général, le principal moteur est l'ambition et que l'intrigue et le mensonge sont parmi les moyens ordinaires.

Cette initiative de décrispation, certes, initiée par le chef de l'État, n'a été possible que parce qu'une bonne partie de la classe politique y a répondu favorablement. C'est donc cette dynamique d'interlocution citoyenne dépassionnée, qui doit pouvoir instaurer une nouvelle ère politique, marquée par un

plus grand exercice de la discussion. Elle « est en effet en mesure, grâce à ses caractéristiques pragmatiques insoupçonnées, de garantir une formation de la volonté telle que les intérêts de tout un chacun puissent être mis en évidence sans que soit déchiré le tissu social qui lie objectivement chacun à tous ». « La reconnaissance réciproque des gens qui se font face à la fois comme individus insubstituables et comme membres d'une même communauté s'impose à tous » comme une vitale nécessité. C'est pourquoi, en toute humilité, le chef de l'État a ouvert cette fenêtre d'opportunité dialogique pour sortir le monde politique de la tentation autiste qui le gagnait inexorablement. Ce qui se passe en ce moment m'a quasiment incité à dire du bien d'une classe politique dont je n'ai pas toujours pensé que du bien. Pourvu qu'elle ne nous vende pas de faux espoirs et qu'elle permette de dissiper définitivement les malentendus qui ont nourri une psychose malsaine généralisée.

Au surplus, nous espérons que par ces concertations, qui sont, dans tous les pays démocratiques, une modalité d'anticipation des crises, dans l'égal respect pour chacun, marqueront un tournant dans la pratique politique au Congo.

Notre pays est trop resté enchâssé dans des rivalités futiles qui brident sa dynamique d'évolution. L'initiative présidentielle de la concertation, quasiment corroborée par toute la classe politique, a estompé à la fois les craintes qui s'exprimaient dans l'opinion et le spectre du souvenir fuligineux du 5 juin 1997, qui avaient pourri l'atmosphère dans le pays. On ne peut que s'en réjouir.

Le principe de cette concertation est de faire tout ce qui peut favoriser la cohésion sociale et d'éviter ce qui est nuisible à la communauté nationale. Le découlement de l'échiquier politique, constaté à la faveur de la concertation citoyenne en cours, a apporté une ambition rafraîchissante qui peut laisser penser que désormais, les hommes politiques sont pénétrés de la nécessité de se parler, sans tabous, sans acrimonie et sans passion, des problèmes du pays, en toute responsabilité.

J'ai souvent souhaité que l'on entende, dans le monde politique congolais, la voix du simple bon sens. C'est ce qui semble se produire actuellement. Le bon sens, en effet, « est tellement au-dessus des petits intérêts, des petites passions, et des petites impatiences ».

Mfumu